



# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Derrière l'illusion de la reprise économique, l'aggravation de la misère ouvrière

Les mois d'été ont été à nouveau l'occasion de toute une propagande médiatique sur le thème du "nouveau climat" installé en France, grâce à la fameuse reprise de la croissance économique. Les médias nous ont abreuvés de bonnes nouvelles : la croissance sera encore meilleure que prévue, le chômage est encore en baisse, l'optimisme des Français toujours en hausse. Un projet de loi sur l'épargne salariale nous raconte que tout salarié va pouvoir désormais s'enrichir grâce à l'accès au monde de la Bourse qui lui sera gracieusement offert. M. Fabius vient d'annoncer des baisses d'impôt "sans précédent", censées reconforter les prolétaires qui voient leur niveau de vie continuer de baisser, à coups de gel des salaires et de hausses de prix.

Mais c'est encore sur la question du chômage que la propagande de la bourgeoisie est la plus répugnante. Ici, la fameuse "croissance retrouvée" et la prétendue baisse du chômage qui l'accompagne, servent clairement de justification à l'offensive anti-ouvrière qui est en train de se concocter autour de la réforme de l'UNEDIC. Le principe de cette réforme est d'affirmer que, puisque l'économie va si bien, il n'y a plus de raison de faire du "traitement social du chômage" et qu'au lieu de payer les chômeurs à ne rien faire, il faut les remettre au boulot, à n'importe quelles conditions. C'est quasiment dans ces termes que s'exprime le patronat et les deux syndicats cosignataires du projet PARE, lequel prévoit de sanctionner automatiquement par la suppression de leurs allocations les chômeurs qui refuseront les "offres" d'emploi qui leur seront faites ; quelles qu'en soit évidemment les conditions, et on sait ce que cela signifie en termes de bas salaire, de mobilité, de précarité et de conditions de travail. Le gouvernement de gauche fait encore un peu semblant de s'y opposer, mais il est d'accord sur le fond, comme l'a dit Aubry, "il est normal de sanctionner les chômeurs qui n'acceptent pas des emplois correspondant à leurs compétences ou qui ne font pas de réels efforts, mais ces mesures doivent rester de la responsabilité de l'Etat" (voir RI n°303). En tout cas, voilà qui dit clairement ce que veut dire cette fameuse "croissance" pour les prolétaires : une part de plus en plus grande des chômeurs sera privée de tout droit aux indemnités, tandis que le nombre de RMistes augmentera encore et -plus encore- celui des prolétaires soumis au travail précaire et au sous-emploi.

Les cris de triomphe médiatiques sur la "fin annoncée" du chômage ne cachent pas seulement l'explosion des contrats de travail précaire et une insécurité de plus en plus grande des conditions de vie ouvrière. Ils sont, en plus, ouvertement démentis par des plans de licenciements annoncés un peu partout, par petits paquets certes, mais sans discontinuer. Rien que cet été, de Alstom à Lacoste en passant par Unilever, sans compter une multitude de petites entreprises, de la métallurgie au textile en passant par l'agro-alimentaire et le transport, ce sont des milliers d'emplois qui ont été supprimés. De ces plans sociaux, les médias ne parlent pas, ou bien alors seulement lorsque cela arrange la bourgeoisie, comme les conflits médiatisés de Cellatex et de Bertrand-Faure,

dont elle cherche à faire un exemple (voir article page 3).

Alors, comme il faut bien gérer la contradiction entre le discours optimiste ambiant et la réalité vécue dans leur chair par des millions d'ouvriers, les discours bourgeois de gauche font mine de se pencher sur le sort de ce qu'ils appellent "les exclus de la croissance". Ainsi, parlant des ouvriers soumis aux licenciements chez Cellatex, Bertrand-Faure ou Adelshoffen, on pouvait lire dans un article du Monde du 10 août : "même si leurs activités sont différentes - textile, acier, bière- (ces salariés) ont de nombreux points communs. Ils appartiennent à des secteurs de la 'vieille économie'. Ils travaillent dans des sites anciens, souvent dans des basins d'emploi sinistrés. Ils affrontent

pour la énième fois des plans sociaux. A l'heure de la croissance, cette situation leur paraît insupportable". Ce qui est en vérité "insupportable" à ces plumentifs, c'est que leur beau discours sur la prétendue prospérité actuelle soit entachée par des faits un peu trop têtus. Alors on essaie de nous faire croire que ces faits là sont marginaux, sous le fallacieux prétexte qu'ils appartiendraient à on ne sait quelle "vieille économie". Comme si la majorité de la population n'était pas constituée de prolétaires exploités par cette (bonne) vieille économie capitaliste ! Comme si ce n'était pas l'ensemble de la classe ouvrière qui subissait les mêmes attaques et les mêmes assauts. Pour le moment, la méthode Coué consistant à tout faire pour convaincre les prolétaires que tout va de mieux

en mieux, à coups de sondages (sur le prétendu "moral des français au beau fixe") et de promesses de lendemains meilleurs, a encore une certaine efficacité, si on en juge par la difficulté qu'a la classe ouvrière à répondre à travers sa lutte, sa mobilisation massive et par la solidarité de classe à la violence des coups qui s'abattent sur elle. Pourtant, qu'elle en ait conscience ou non aujourd'hui, la classe ouvrière est non seulement la classe qui produit la richesse sociale en le payant au prix de la sueur et de salaires de misères, mais c'est dans son combat, dans le développement de ses luttes et leur unification que se trouve le seul avenir de l'humanité.

PE (26 août)

### POLO

## Il y a 20 ans, le prolétariat refaisait l'expérience de la grève de masse

Il y a vingt ans, durant l'été 1980, la classe ouvrière de Pologne mettait le monde en haleine. Un gigantesque mouvement de grève s'étendait dans le pays : plusieurs centaines de milliers d'ouvriers se mettaient en grève sauvage dans différentes villes, faisant trembler la classe dominante en Pologne comme dans d'autres pays.

### Que s'est-il passé ?

Suite à l'annonce de l'augmentation des prix de la viande, les ouvriers réagissent dans de nombreuses usines par des grèves spontanées. Le premier juillet, les ouvriers de Tczew près de Gdansk et à Ursus dans la banlieue de Varsovie se mettent en grève. A Ursus, des assemblées générales se tiennent, un comité de grève est élu et des revendications communes sont mises en avant. Durant les jours suivants, les grèves continuent à s'étendre : Varsovie, Lodz, Gdansk, etc. Le gouvernement tente d'empêcher une plus grande extension du mouvement en faisant de rapides concessions telles des augmentations de salaires. Mi-juillet, les ouvriers de Lublin, un important carrefour ferroviaire, se mettent en grève. Lublin était située sur la ligne de train qui relie la Russie à l'Allemagne de l'Est. En 1980, c'était une ligne vitale

pour le ravitaillement des troupes russes en Allemagne de l'Est. Les revendications des ouvriers sont les suivantes : pas de répression contre les ouvriers en grève, retrait de la police hors des usines, augmentation des salaires et élections libres de syndicats.

### Ce qui a fait la force des ouvriers...

Les ouvriers avaient tiré les leçons des luttes de 1970 et de 1976 (1). Ils voyaient clairement que l'appareil syndical officiel était du côté de l'Etat stalinien et du côté du gouvernement chaque fois qu'ils avançaient des revendications. C'est pourquoi ils prennent directement l'initiative dans les grèves de masse de 1980. N'attendant aucune instruction venant d'en haut, ils marchaient ensemble, tenaient des assemblées afin de décider eux-mêmes du lieu et du moment de leurs luttes. C'est ce qu'on a vu le plus clairement à Gdansk, Gdynia et Sopot, c'est-à-dire la ceinture industrielle de la mer Baltique. Les seuls chantiers navals Lénine de Gdansk comptaient 20 000 ouvriers. Des revendications communes étaient mises en avant dans des assemblées de masse. Un comité de grève fut formé. Au début, les revendications économiques étaient au premier plan.

Les ouvriers étaient déterminés. Ils ne voulaient pas une répétition de l'écrasement sanglant de la lutte comme en 1970 et 1976. Dans un centre industriel tel que celui de Gdansk-Gdynia-Sopot, il était évident que tous les ouvriers devaient s'unir pour faire en sorte que le rapport de force soit en leur faveur. Un comité de grève inter-usines (MKS) fut constitué ; il était formé de 400 membres, de deux délégués par entreprise. Durant la seconde moitié d'août, quelque 800 à 1000 délégués se réunissaient. En formant un comité de grève

inter-usines, l'habituelle dispersion des forces était dépassée. A présent, les ouvriers pouvaient faire face au capital de façon unie. Chaque jour des assemblées générales se tenaient aux chantiers navals Lénine. Des hauts-parleurs avaient été installés pour permettre à tous de suivre les discussions des comités de grève et les négociations avec les représentants du gouvernement. Peu après, des micros furent installés en dehors de la salle de réunion du MKS, afin que les ouvriers présents dans les

(SUITE PAGE 4)

### Dans ce numéro

#### France

|   |      |
|---|------|
| José Bové, ATTAC., défenseurs du capital national .....   | p. 2 |
| Référendum sur le quinquennat : les consultations électorales ne servent que les intérêts de la bourgeoisie ..... | p. 2 |
| Cellatex, Bertrand-Faure, Adelshoffen   |      |
| Un exemple à ne pas suivre .....  | p.3  |
| Sabotage et terrorisme, des méthodes étrangères au mouvement ouvrier .....  | p.3  |

#### Situation internationale :

|   |      |
|---|------|
| Echec du sommet de Camp David                             |      |
| L'inexorable aggravation des tensions impérialistes ..... | p. 4 |
| Nigéria, Philippines                                      |      |
| Des accidents qui ne doivent rien à la fatalité .....     | p. 4 |
| Naufrage du Koursk  |      |
| Le cynisme de la bourgeoisie .....                        | p.4  |

#### Milieu anarchiste

|  |      |
|--|------|
| Contribution au débat sur l'antifascisme ..... | p. 8 |
|--|------|

## José Bové, ATTAC et consorts, défenseurs du capital national

Les 30 juin et 1er juillet derniers, s'est tenu le procès de Monsieur Joseph Bové et 9 de ses compères de la Confédération Paysanne pour leur haut fait d'armes : le "démontage" du Mac Donald de Millau le 12 août 1999. Le procès, croquignolesque à souhait, a permis à une dizaine de "témoins de moralité" et à la crème des avocats de faire l'éloge du caractère hautement humaniste et universaliste des valeurs défendues par le paysan du Larzac, promu pourfendeur de la "malbouffe", de la "marchandisation" de la vie, des OGM, de l'OMC et de tous les fléaux propres à la fameuse "mondialisation" dont ne cessent de nous rebattre les oreilles tous les organes d'information de la bourgeoisie depuis quelques années.

### Le mythe de la "mondialisation"

Dans le fonds de commerce idéologique de la nébuleuse autour de José Bové, le thème de la lutte contre la "mondialisation" tient le haut du pavé. Il n'aura échappé à personne que la presse bourgeoise de gauche n'a jamais fait le quart du dixième des critiques qu'elle adresse au nouveau Léviathan nommé "mondialisation" (et ses avatars que sont le libéralisme, ultra ou pas, le mondialisme, etc.) en direction du capitalisme lui-même ! Nous avons en effet déjà montré comment cette mystification de la "mondialisation" était une attaque idéologique pour masquer l'aggravation de la crise du capitalisme, l'exacerbation de la concurrence entre Etats et partant, des atta-

ques toujours plus dures sur les conditions de vie du prolétariat (1). Le grand "mérite" de Bové et de ses amis est d'avoir donné un sens concret à cette mystification : la lutte contre l'OMC et ses sommets (2). A les croire, nos pauvres petits Etats nationaux en seraient déjà réduits à dire *amen* aux décisions de la toute-puissante OMC, bien évidemment sous la coupe des Etats-Unis, cherchant à détruire notre cher roquefort et imposer leur bœuf aux hormones dans un marché totalement libéralisé et incontrôlable.

La réalité est tout autre. L'OMC est un des organismes de contrôle des échanges internationaux dont se dote la bourgeoisie pour accompagner l'enfoncement dans la crise du capitalisme en freinant les tendances au protectionnisme qui avaient été fatales lors de la crise de 1929. C'est donc un organisme entièrement piloté par les Etats, au premier chef par les Etats des grandes puissances capitalistes. Mais c'est aussi, par la force des choses, un lieu d'affrontement de ces mêmes Etats dans la défense de leur capital national. Et dans ce cadre, tous les coups sont permis pour favoriser "son" industrie, "son" agriculture : outre que les droits de douane restent élevés dans de nombreux secteurs industriels ("par exemple de 50% à 70% pour certains produits de l'industrie chimique dans l'Union Européenne" (3)), pour ce qui est de l'agriculture et des services, "leur commerce n'a été que très peu libéralisé, et, pour certains services, il ne sera pas avant très longtemps (voire peut-être jamais dans le monde que nous connaissons)" (3). A cela s'ajoute

la politique des quotas d'importation, les procédures antidumping, l'imposition de normes de production ou de respect de l'environnement, etc., qui sont autant de moyens de sur-protéger "ses" produits pour chaque capital national face aux concurrents. L'agriculture européenne, et donc aussi française, si chère à Bové et Cie, vit sous perfusion à près de 100% à l'ombre de ses murs protectionnistes (incluant les restrictions par l'OMC des possibilités d'exportations des pays d'Afrique et d'Asie) et des subventions de l'Union européenne et de l'Etat français. C'est dans ce cadre de guerre économique où chacun essaie de s'ouvrir les marchés des autres tout en protégeant le sien, que se situent les affrontements entre les Etats-Unis et l'Etat français. Les protestataires anti-mondialisation sauce Bové ne sont en fait que des forces d'appoint du capital national : producteurs français, acheteurs français et... empoisonnons-nous français : "Il faut que l'OMC laisse les pays soutenir leur agriculture à l'intérieur de leurs frontières comme ils l'entendent" (Interview parue dans *Libération* du 5 novembre 1999).

### Un prétendu radicalisme ...

Avant d'être un paysan, Bové est surtout un activiste gauchiste résidu de la petite-bourgeoisie soixante-huitarde. A ce titre, se réclamant de Proudhon, Bakounine et Kropotkine, il délivre des messages d'apparence radicale : "Je suis un anarcho-syndicaliste. Mes références, ce sont la fondation jurassienne de la première Internationale

au siècle dernier et la CNT espagnole de 1936" (*Libération* du 27 mars 2000). La bourgeoisie cherche ainsi à nous faire prendre des vessies pour des lanternes en prenant ce mouvement "anti-mondialisation" pour l'héritier de l'internationalisme prolétarien : ainsi Bové à Seattle affirmant que "la nouvelle Internationale, c'est celle du genre humain" (*Libération* du 1er décembre 1999) ou le sociologue Edgar Morin : "Je m'étais souvent étonné que rien ne soit demeuré de la tradition internationaliste du socialisme, [...] or tout cela qui était dispersé, s'est soudain trouvé rassemblé" (*Le Monde* du 7 décembre 1999).

Voilà comment ces gens-là se présentent comme les hérauts d'une prétendue réémergence de la tradition internationaliste du mouvement ouvrier, alors que ce qu'ils nous resservent n'est rien d'autre qu'un discours nationaliste radical "de gauche", fondé sur la défense du capitalisme d'Etat et d'une prétendue communauté d'intérêt national contre les organismes internationaux. Sans parler du fait qu'ils n'ont rien à voir avec la classe ouvrière et que leurs mobilisations interclassistes se nourrissent d'un fatras d'idées proprement réactionnaires et petites-bourgeoises qui ne peuvent en rien contribuer à une prise de conscience prolétarienne : de la défense du terroir à celle de l'identité culturelle, tout est bon pour favoriser le sentiment nationaliste et le repli sur soi.

### ... au service d'une stratégie ...

Une offensive d'une telle ampleur ne sort pas du néant ou du fond d'une bergerie : elle est le résultat d'une volonté consciente de pourrir la conscience de classe du prolétariat en l'associant à la campagne contre le leadership américain dont la France est le fer de lance. Ainsi, c'est la gauche, de retour aux affaires en 1997, qui a amené la Confédération Paysanne dans ses valises en imposant sa présence à la FNSEA lors des discussions mensuelles ministre-syndicats sur la politique agricole. Dans le même temps, divers réseaux d'influence, sous la houlette du *Monde Diplomatique* se fédéraient (sur la base d'Internet) pour former en juin 1998 l'association ATTAC, dont le vice-président n'est autre que François Dufour, pilier de la Confédération ! En charge de l'élaboration théorique des campagnes anti-américaines (par le biais de la critique de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale) et de défense de l'Etat (régulation économique, contrôle des flux financiers, lutte contre les paradis fiscaux), le réseau ATTAC fournit à l'Etat bourgeois l'arsenal intellectuel de sa propagande nationaliste et réformiste. Conscient du discrédit de la classe politique, la fine fleur de la fraction de gauche de la bourgeoisie avance masquée : au sein d'ATTAC, se retrouvent les prétendues ONG (AC !, DAL, SOS-racisme, Ras l'Front, etc.), les syndicats (CFDT, CGT, FSU, SNES, SUD) et les partis politiques (PCF et PS au travers de dizaines de municipalités). ATTAC est directement un produit de l'Etat français, qui s'associe par la suite à divers syndicats et partis d'autres pays dans sa croisade anti-américaine. Enfin, déclencheur de tout le cirque médiatique sur Bové : la décision de la France de

suspendre les importations de bœuf américain entraînant la riposte de Washington sur les importations de produits français, dont le roquefort. Le saccage du Mc Donald de Millau le 12 août, cerise sur le gâteau, aurait très bien pu passer inaperçu (cela a d'ailleurs été le cas pendant quelques jours !), mais la bourgeoisie a délibérément choisi de monter en épingle ce fait divers sur le plan médiatique et judiciaire, comme l'avoue François Dufour : "La juge Marty, si j'avais pu lui sauter au cou pour l'embrasser, je l'aurais fait" (*Libération* du 30 juin 2000). Enfin, l'organisation de la kermesse de Millau, cet été, sous le haut patronage du GIPN, aura été l'exemple flagrant de cette collusion avec l'Etat.

### ... de défense de l'Etat et de la démocratie bourgeoise

Ce qui ne cessent de défendre ATTAC, Bové et consorts, c'est un "sursaut civique et militant" (4) qui doit permettre de "reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière et de s'opposer à tout nouvel abandon de la souveraineté des Etats" (5) C'est ce programme de défense du capitalisme d'Etat et la plus plate apologie de la démocratie bourgeoise qu'il faudrait prendre comme un pas positif vers le combat révolutionnaire ? Mille fois non ! Si c'est un pas, c'est celui qui mène à l'abandon de toute position de classe, à toute possibilité de lutte autonome du prolétariat, appelé à se diluer dans ces mobilisations inter-classistes et dans la masse des "citoyens du monde". Chemin faisant, il faudra également renoncer à toute critique politique de l'Etat puisque, de toutes façons, "les pauvres, ils sont complètement dépassés par la mondialisation" (propos de rue). Et puisque "les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin" (4), il faudra bien que ces "citoyens" et "leurs représentants" (c'est-à-dire l'Etat) marchent main dans la main pour reconquérir leurs droits. CQFD : ouvriers, paysans, petits-bourgeois, Etat, tous unis contre le mondialisme ! Il n'y a rien à attendre de ces rassemblements anti-mondialisation, anti-OGM, etc. totalement instrumentalisés par la bourgeoisie pour faire croire en la possibilité d'un capitalisme à visage humain, débarrassé de ses abus. S'il est vrai que le prolétariat n'est pas le seul à subir les aberrations d'un capitalisme de plus en plus criminel, il n'en reste pas moins qu'il est le seul à pouvoir développer la force et la conscience politique permettant la transformation révolutionnaire du monde. Et le premier pas sur ce chemin est celui des luttes de défense de ses intérêts de classe.

B.

## REFERENDUM SUR LE QUINQUENNAT

### Les consultations électorales ne servent que les intérêts de la bourgeoisie

La campagne organisée par la bourgeoisie, ses politiciens et médias, autour du référendum sur le quinquennat pendant les semaines précédant la période estivale n'a visiblement pas enthousiasmé les foules. Les efforts de tous les partis, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche - qu'ils soient totalement pour, avec des réserves et sous certaines conditions, contre ou abstentionnistes comme le PCF -, pour tenter de polariser, dans une cacophonie invraisemblable, l'attention des exploités sur l'importance d'une élection d'un président pour 5 ou 7 ans se sont soldés par un désintérêt, une indifférence quasi-totale. Le choix de la méthode elle-même, le référendum, qui, aux yeux de la bourgeoisie est la plus démocratique, la plus directe et légitime "s'agissant d'un problème important qui touche le président de la république" (Chirac, le 5 juin 2000), n'a, de la même manière, suscité aucun enflammement particulier. Les sondages effectués depuis annoncent une abstention record pour le scrutin du 24 septembre : 6 français sur 10 ne se déplaceraient pas (58%, sondage CSA-le Parisien du 9 juillet). Qu'un président soit en place 5 ou 7 ans ne peut intéresser et concerner que la bourgeoisie elle-même, la vie des prolétaires, leurs conditions de travail n'en seront pas modifiées pour autant. Il est donc tout à fait normal "qu'un citoyen-électeur sur deux" se moque totalement de ce choix pour l'élection présidentielle. Mais si cette consultation électorale a lieu sur

une question insignifiante pour les prolétaires, il ne faut pas en déduire que la participation aux autres seraient à même de servir leurs intérêts immédiats et historiques. TOUTES les consultations électorales sont un piège, une mystification pour la classe ouvrière, qu'elles soient présidentielles, parlementaires, municipales ou référendaires. En effet, il y a bien longtemps qu'elles ont cessé d'être un moyen d'agir sur notre sort ou d'être en mesure de défendre les intérêts de classe prolétaires. Désormais, il n'est plus possible pour le prolétariat de chercher à s'aménager une place au sein de la société et de lutter pour des réformes durables et réelles. Dans ces conditions, il n'est plus possible pour lui d'avoir quelque chose à gagner sur le terrain des institutions bourgeoises.

D'une part, les consultations électorales ne sont qu'une foire d'empoigne entre politiciens bourgeois de tous bords, elles sont une affaire de spécialistes qui ont carte blanche une fois élus. Elles représentent toujours une gigantesque manipulation relayée par les médias aux ordres où le choix final ne dépend pas tant des votes que du jeu des partis, de la multiplicité des candidatures et des alliances ou désistements selon l'évolution des campagnes électorales. Maître-d'œuvre de l'institution électorale, du monopole du choix des candidats ou des questions posées, comme dans ce référendum, selon des règles précises, c'est toujours l'Etat bourgeois et donc la bourgeoisie qui gagne les élections, quel

que soit le candidat élu ou la majorité acquise sur telle ou telle question mise au vote.

D'autre part et surtout, se laisser entraîner sur le terrain électoral, sur le terrain de l'Etat bourgeois qui organise l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière, c'est se retrouver désarmé et perdre les moyens de résister aux attaques de la bourgeoisie, noyé dans la masse du peuple et perdant toute identité de classe. En effet, la fonction des consultations électorales est de faire du prolétariat une masse d'individus atomisés, sommés de manifester leur "opinion" dans l'isolement, devenant des "citoyens" comme les autres, liés à "leur nation" ; elles aboutissent à présenter l'intérêt du capital national comme l'intérêt de tous que l'on soit prolétaire, artisan, chef d'entreprise, flic ou curé. Il y a un fossé entre l'individu ouvrier qui vote et l'ouvrier qui lutte. Voter fait perdre sa force, détourne du terrain de la lutte, et surtout dissout les germes de conscience de classe qui ne peuvent grandir que dans cette lutte collective, dans la rue, les usines et bureaux, au coude à coude avec ses camarades de combat, dans la discussion ouverte dans les assemblées ouvrières, au sein des manifestations, dans la solidarité active avec les autres prolétaires, quel que soit son secteur. C'est en restant sur son terrain de classe que la classe ouvrière peut forger sa vraie résistance aux attaques de la bourgeoisie et son Etat.

SB (26 août)

(1) *Revue Internationale* n°86, "Derrière la 'mondialisation' de l'économie, l'aggravation de la crise du capitalisme".

(2) *RI* n° 297 : "Mensonges autour du sommet de l'OMC à Seattle"

(3) Patrick Messerlin, directeur du Groupe d'économie mondiale de l'Institut d'étude politiques de Paris, dans *Le Monde* du 23/11/1999.

(4) Plate-forme d'ATTAC.

CELLATEX, BERTRAND-FAURE, ADELSHOFFEN,...

## Un exemple à ne pas suivre

Le "ton" a été donné par les 153 ouvriers de l'usine Cellatex (filatures de rayonne) mise en liquidation judiciaire et sans repreneur à Givet (Ardennes) à la mi-juillet. Après avoir déversé 3500 litres d'acide sulfurique dans un canal relié à rivière de la Meuse, quitte à risquer une pollution catastrophique pour les populations environnantes, les salariés ont menacé de faire sauter l'usine. L'exemple a été suivi par d'autres ouvriers se déclarant prêts à tout pour se faire entendre et faire aboutir leurs revendications face à des énièmes plans de licenciements ou à des fermetures d'usine pures et simples. Ainsi, à la brasserie Adelschoffen de Schiltigheim en Alsace, les 101 salariés ont menacé de faire sauter la fabrique avec du gaz sous pression dans des bonbonnes. Dans l'usine Forgeval à Valenciennes (Nord), les 127 sidérurgistes ont réitéré cette menace avec du gaz et de l'acétylène placé dans les fours. Quant aux 236 ouvriers (dont 80% de femmes) de l'entreprise Bertrand-Faure à Nogent-sur-Seine (Aube) liés à la fabrication de housses de sièges de voiture, leur projet était d'incendier l'usine assorti d'une menace de détruire les machines ou de saboter les outils de travail. Par la suite, une petite entreprise de fabrication de matériel agricole composée de seulement 26 salariés dans un village de Haute-Saône (la société Lyonnet) faisait également parler d'elle avec la séquestration pendant cinq heures de deux commissaires aux comptes et de deux comptables et l'explosion d'un baril rempli de diluant de peinture dans la cour de l'usine. Ces luttes ont été chaque fois présentées dans les médias comme "la violente révolte des laissés-pour-compte de la reprise économique" (titre à la une du *Monde* du 10 août).

### Une expression de la colère ouvrière

En fait, la première violence est celle du capital. C'est avant tout celle que tous les prolétaires subissent quotidiennement dans leur chair. C'est celle qui jette chaque jour et par vagues successives de nouvelles centaines d'ouvriers à la rue après des années "de service" avec des allocations de misère pendant une période puis qui les prive de toute ressource et les laisse la plupart du temps sans la moindre perspective de retrouver un emploi fixe. C'est aussi, quand ils ont la "chance" de conserver un travail et d'échapper au chômage-dont la menace est toujours suspendue au dessus d'eux-, celle qui les livre à une exploitation forcenée à travers l'exigence accrue d'une "productivité" sans limites. C'est encore l'aggravation des conditions de travail avec des risques de plus en plus lourds d'accidents ou pour la santé : intoxication au plomb, à l'amiante, à la dioxine, au glycol, aux acides toxiques et aux produits dangereux qu'on fait manipuler ou respirer quotidiennement à des centaines de milliers d'entre eux (dont les "cas" récemment mis en évidence chez IBM, Décathlon, Renault).

En ce sens, ces luttes traduisent d'abord un refus de se plier à la violence des attaques antiouvrières de la bourgeoisie et à la logique capitaliste des plans de licenciement. En cela, elles sont une manifestation de la lente et difficile reprise de la combativité ouvrière, au même titre d'ailleurs que

beaucoup d'autres grèves qui ont beaucoup moins fait parler d'elles. Mais ce en quoi elles se sont distinguées des autres, les formes particulières qu'elles ont prises, ne constituent nullement une force pour la classe ouvrière. Elles sont au contraire significatives des difficultés mêmes de cette reprise des luttes et notamment des faiblesses actuelles de la classe ouvrière pour ce qui est de renouer avec des méthodes de combat réellement capables de créer un rapport de forces en sa faveur.

### Des "moyens de lutte" encouragés par la bourgeoisie...

Et la meilleure preuve que les moyens de lutte mis en oeuvre à Cellatex ne sont pas les bons, c'est la façon dont la bourgeoisie elle-même, bien loin de craindre de telles luttes ou d'y voir la moindre menace, les encourage ouvertement.

D'abord, elle leur a fait durant tout l'été une large publicité, en les mettant en vedette sous les "sunlights" des médias, de façon tout à fait inhabituelle pour des luttes ouvrières qui, de plus, ne rassemblaient à chaque fois qu'une poignée d'ouvriers. Et le caractère qui était souligné, qui consacrait et assurait leur couverture médiatique, qui servait de critère pour les mettre en avant par rapport aux autres luttes, c'était précisément leur "radicalité".

Cela lui permettait de laisser dans l'ombre ou d'ignorer délibérément la grande majorité des conflits sociaux actuels : luttes à La Poste, dans les hôpitaux, chez Alstom, Job, Lacoste, Unilever comme dans une multitude d'entreprises de taille plus réduite confrontées, elles aussi, à des plans sociaux.

Non seulement la bourgeoisie s'est déclarée "compréhensive" (même Martine Aubry l'a dit) envers l'émergence de ce "nouveau terrorisme social", mais le meilleur encouragement de la part de la bourgeoisie a été de faire croire aux ouvriers qu'avec des luttes de ce type, ils pouvaient "gagner" quelque chose. C'est d'ailleurs l'Etat lui-même qui aura payé ce "cadeau", permettant aux salariés de Cellatex de toucher un pactole de 80 000 francs à titre d'indemnités de licenciement et le maintien de leur salaire pendant deux ans pour tous, y compris ceux embauchés de fraîche date. Les "gains" des ouvriers de Cellatex sont certes réels et appréciables mais ils sont illusoire. Cela n'était en fait qu'un appât, le but poursuivi par la bourgeoisie était qu'en mettant en avant une "victoire des ouvriers de Cellatex", elle en faisait un modèle, un exemple à suivre, qui ne pouvait qu'inciter d'autres ouvriers à reprendre de telles méthodes "qui paient" et à pousser dans cette voie un certain nombre d'entre eux dans d'autres entreprises. Cela servait en fait à attirer les ouvriers dans une impasse. Pour les autres luttes de ce type, on a vu beaucoup moins d'avantages substantiels accordés qu'à Givet-voire aucun, et même on a fait envoyer les flics pour mettre fin au conflit à Valenciennes.

### ...parce qu'elle mène à l'isolement

Dans quel but les médias bourgeois ont-ils donc fait une telle publicité à ces luttes et laissé croire ainsi que les mé-

thodes terroristes permettaient, sinon de gagner, au moins de faire parler d'elles ? D'abord parce que la bourgeoisie ne se prive jamais de discréditer la lutte de classe, à chaque fois qu'elle le peut. Et là, l'occasion était trop belle pour elle d'assimiler la lutte de classe au terrorisme et de dénoncer son caractère destructeur pour l'environnement et les conditions de vie de la population. En ce sens, la médiatisation de ces méthodes "exemplaires" ne vise -et ne peut aboutir- qu'à pourrir la conscience de la classe ouvrière.

De plus, et de manière générale, la bourgeoisie encourage toujours les méthodes de lutte qui contribuent à enfermer les ouvriers dans l'isolement. De façon tout à fait concrète, les luttes que la bourgeoisie nous donne en exemple permettent d'entraîner les ouvriers vers un repli corporatiste sur l'occupation de l'usine, elles poussent à un enfermement chacun dans son coin, elles mettent surtout en avant des méthodes qui menacent les conditions de vie des autres ouvriers et ne peuvent que les isoler, les diviser, les désolidariser les uns des autres. Cela n'est pas sans rappeler que l'enfermement, le corporatisme, l'isolement maximum de la lutte constituent les moyens classiques et favoris des syndicats pour saboter la combativité ouvrière et mener les luttes à la défaite. Cela rappelle en

particulier les actions-commandos de la CGT qui n'ont jamais hésité, notamment tout au long des années 70, à apparaître comme des minorités agissantes pour mener des "actions dures", par exemple quand elle organisait des barrages et des "opérations coups de poing" pour attaquer des camions transportant du minerai "étranger" en prétendant qu'il fallait "vivre et travailler au pays" ou "travailler, acheter et produire français". Ces "actions" se mettaient directement au service de la bourgeoisie et de la gauche du capital pour saboter les luttes ouvrières et les dévoyer sur un terrain bourgeois, dans le cadre de la concurrence capitaliste entre nations. C'est pourquoi aujourd'hui encore, les syndicats, qui ont toujours la même fonction d'organes de la bourgeoisie pour encadrer et dévoyer les luttes ouvrières, s'accrochent fort bien, quoi qu'ils en disent, de telles méthodes et participent sur le terrain en première ligne à les mettre en oeuvre, avec comme justification : "C'est à la mode, cela ne marche plus autrement" ou encore "cela a marché à Givet, cela peut marcher chez nous." (*Libération* du 31 juillet).

Mais en utilisant de telles méthodes qui expriment les faiblesses de la classe ouvrière et sa difficulté à retrouver son chemin de classe, le prolétariat laisse toute latitude à la bourgeoisie pour

renvoyer à l'ensemble de la classe ouvrière une image et un sentiment d'impuissance, pour la désarmer, la déboussoler davantage. En faisant croire que les actions radicales et la menace de sabotage sont le seul moyen de gagner ou ne serait-ce qu'un bon moyen de se faire entendre, la bourgeoisie ne peut que pousser les ouvriers à tirer de fausses leçons. Ainsi, non seulement on cherche à faire croire aujourd'hui aux ouvriers que des moyens radicaux et désespérés sont le seul moyen de se faire entendre, d'attirer l'attention sur eux mais on fait mine de présenter la résistance de la classe ouvrière comme un phénomène complètement exceptionnel et marginalisé en braquant les feux de l'actualité sur quatre ou cinq luttes présentées comme "typiques" ou modèles, en les présentant comme des luttes marginales d'exclus de la croissance, de "laissés-pour-compte" dans des secteurs de la "vieilles économie". On cherche ainsi à masquer que les coups sont portés sur l'ensemble de la classe ouvrière et que c'est le sort de la classe ouvrière dans son ensemble qui est en jeu dans ces attaques.

On veut faire croire aux ouvriers que, s'ils veulent se battre, ils ne peuvent le faire qu'en recourant à des actions désespérées menées par des irresponsables : "La particularité de ces mouvements sociaux ne réside pas dans leur illégalité, mais dans la menace ouverte, utilisée comme chantage, qu'ils font peser sur autrui et sur l'environnement", déclarait un "expert" sociologue, Guy Groux, directeur de recherche au CNRS et au CEVIPOF (centre d'étude de la vie politique française).

La bourgeoisie sait bien que, tant que les ouvriers se battent chacun dans leur coin, tant qu'elle parviendra à isoler leur riposte, ils ne constitueront pas, quoi qu'ils fassent, un danger, une menace pour elle. Tout cela ne correspond qu'à une nouvelle tentative de la bourgeoisie de couper la route à l'expression de la solidarité ouvrière, à les empêcher de comprendre qu'ils ne sont pas seuls dans leur coin à lutter mais qu'ils sont contraints à se battre partout et ensemble pour résister aux attaques du capital.

C'est pour cela qu'elle multiplie les tentatives pour détourner les prolétaires de la seule voie qui constitue le véritable terrain de la lutte de classe, celui que craint par dessus tout la bourgeoisie. Car le seul moyen d'établir et de créer un rapport de forces susceptible de faire reculer la bourgeoisie, c'est d'entraîner le mouvement de solidarité active le plus large possible chez les autres ouvriers, c'est d'entrer de plus en plus nombreux dans un même combat, c'est d'élargir la lutte au delà de l'atelier, de l'usine, du secteur, c'est de briser l'enfermement corporatiste, en mettant en avant les intérêts communs à tous les ouvriers qui sont confrontés partout aux mêmes attaques du capitalisme. Ce sens, c'est celui qu'ont pris les luttes ouvrières en Pologne en 1980 (voir article en première page) et ce sont les tentatives ouvrières qui se sont développées à l'échelle internationale au cours de la même décennie que le prolétariat doit aujourd'hui se réapproprier.

CB (23 août)

## Sabotage et terrorisme, des méthodes étrangères au mouvement ouvrier

Dans leurs tentatives pour assurer la promotion et la mise en valeur des méthodes de luttes sur le modèle de Cellatex ou de Bertrand-Faure, la bourgeoisie et ses médias ont à l'occasion laissé entendre que de telles méthodes renouaient avec des traditions du mouvement ouvrier. En même temps, cette publicité douteuse est à double tranchant. Si la bourgeoisie utilise de telles références historiques et évoque le retour de "méthodes révolutionnaires" d'un autre âge, c'est aussi pour semer la confusion en faisant croire que ce sont les luttes ouvrières elles-mêmes qui sont devenues archaïques et rétrogrades. Alors qu'en fait ces moyens de lutte ont toujours été fermement critiqués et combattus par le marxisme au sein du mouvement ouvrier comme des méthodes qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière en propre. Ce rappel prétend s'appuyer historiquement sur deux exemples historiques :

- celui du "luddisme" (1) au tout début du mouvement ouvrier en Angleterre qui prônait la destruction de l'outil de travail ou des machines pour résister à l'industrialisation, comme l'a évoqué *Le Monde* dans son édition du 5 août : "Ces menaces de destruction de matériel rappellent le style de lutte inventé dans la période d'illégalité du syndicalisme." Mais les médias se gardent bien de rappeler aussi qu'Engels en a fait la critique dans *La Situation des classes laborieuses en Angleterre* en démontrant que ce mouvement de rejet radical de l'industrialisation provenant notamment de la couche des anciens artisans de métier jusqu'alors maîtres et possesseurs de leurs outils de travail, traduisait avant tout un refus de leurs nouvelles conditions, de leur propre prolétarianisation ;

- un sociologue parle, lui, "de résurgence d'un anarcho-syndicalisme qu'on croyait étouffé par les années de crise" (*Libération* du 31 juillet) et *Le Monde* du 10 août (toujours) évoque "le retour d'un certain anarcho-syndicalisme". Cela renvoie à une tradition de sabotage propagée à la fin du siècle dernier par les anarcho-syndicalistes comme Emile Pouget qui s'inspirait ouvertement de la propagande anarchiste. Ce sabotage se référait ouvertement à "l'action pour l'exemple", "la propagande par le fait" de la part de minorités agissantes, véhiculés par des anarchistes comme Kropotkine. Ce n'était ni plus ni moins que l'introduction et la contamination dans le mouvement ouvrier des expressions de révolte de couches exploitées venues de la petite-bourgeoisie rétives là encore à leur prolétarianisation et rêvant d'un retour à un mode de production antérieur. Rosa Luxembourg fustige de façon cinglante et ironique, dans *Grèves de masse, Partis et Syndicats*, cette "tendance toute bâtie pour l'explosion sociale" et "l'action directe", une tendance "révolutionnaire" au sens le plus étroit d'un appel à une levée de fourches" qui avait également donné naissance au mythe anarchiste de la grève générale sur commande. Elle y oppose la vague de luttes ouvrières vivantes réellement révolutionnaire de 1905 en Russie dans laquelle l'anarchisme et ses recettes n'ont joué aucun rôle important.

(1) Mouvement clandestin actif en particulier chez les tisserands anglais entre 1811 et 1817 créé par John Ludd dans la région de Nottingham qui fonctionnait comme une société secrète empreinte de références religieuses et qui s'assignait comme mission essentielle de "briser les machines", désignées comme des oeuvres démoniaques.

## Il y a 20 ans, le prolétariat refaisait l'expérience de la grève de masse

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

assemblées générales puissent intervenir directement dans les discussions du MKS. Le soir, les délégués -la plupart pourvus de cassettes avec l'enregistrement des débats- rentraient sur leur lieu de travail et présentaient les discussions et la situation dans "leurs" assemblées générales d'usine, rendant leur mandat devant celles-ci.

Tels étaient les moyens grâce auxquels le plus grand nombre d'ouvriers ont pu participer à la lutte. Les délégués devaient rendre leur mandat, étaient révoqués à tout moment, et les assemblées générales étaient toujours souveraines. Toutes ces pratiques étaient en opposition totale avec la pratique syndicale.

Pendant ce temps, après que les ouvriers de Gdansk-Gdynia-Sopot se soient unis, le mouvement s'étendit à d'autres villes. Pour saboter la communication entre les ouvriers, le gouvernement coupa les lignes téléphoniques le 16 août. Immédiatement, les ouvriers menacèrent d'étendre encore plus leur mouvement si le gouvernement ne les rétablissait pas sur le champ. Ce dernier fit marche arrière.

L'assemblée générale décida la mise sur pied d'une milice ouvrière. Alors que la consommation d'alcool était largement répandue, il fut décidé collectivement de la prohiber. Les ouvriers savaient qu'il leur fallait avoir la tête claire dans leur confrontation contre le gouvernement.

Une délégation gouvernementale rencontra les ouvriers afin de négocier. Cela se fit devant une assemblée générale entière et non pas derrière des portes closes. Les ouvriers exigèrent une nouvelle composition de la délégation gouvernementale parce que celle-ci était constituée de représentants d'un rang trop bas. Le gouvernement fit encore marche arrière.

Lorsque le gouvernement menaça de réprimer à Gdansk, les cheminots de Lublin déclarèrent : "Si les ouvriers de Gdansk sont physiquement attaqués et si un seul d'entre eux est touché, nous paralyserons la ligne de chemin de fer stratégiquement la plus importante entre la Russie et l'Allemagne de l'Est." Le gouvernement saisit ce qui était en jeu : son économie de guerre entière. Ses troupes auraient été frappées à l'endroit le plus fragile et, du temps de la Guerre froide, cela lui aurait été fatal.

Dans presque toutes les principales villes, les ouvriers étaient mobilisés. Plus d'un demi-million d'entre eux comprenaient qu'ils constituaient la seule force décisive dans le pays capable de s'opposer au gouvernement. Ils sentaient ce qui leur donnait cette force :

- l'extension rapide du mouvement au lieu de son épuisement dans des affrontements violents comme en 1970 et 1976 ;

- leur auto-organisation, c'est-à-dire leur capacité à prendre l'initiative eux-mêmes au lieu de compter sur les syndicats ;

- la tenue d'assemblées générales dans lesquelles ils peuvent unir leurs forces, exercer un contrôle sur le mouvement, permettre la plus grande participation de masse possible et négocier avec le gouvernement devant tous.

En bref, l'extension du mouvement fut la meilleure arme de la solidarité ; les ouvriers ne se sont pas contentés de

faire des déclarations, ils ont pris eux-mêmes l'initiative des luttes. C'est ce qui a rendu possible le développement d'un rapport de forces différent. Tant que les ouvriers luttèrent de façon aussi massive et unie, le gouvernement ne pouvait mener aucune répression. Pendant les grèves de l'été, lorsque les ouvriers affrontaient le gouvernement de façon unie, pas un seul d'entre eux ne fut tué ou frappé. La bourgeoisie polonaise avait compris qu'elle ne pouvait pas se permettre une telle erreur mais qu'elle devrait affaiblir la classe ouvrière de l'intérieur.

En outre, les ouvriers de Gdansk, auxquels le gouvernement avait accordé des concessions, exigeaient que celles-ci soient également garanties aux ouvriers du reste du pays. Ils voulaient s'opposer à toute division et manifestaient ainsi leur solidarité aux autres ouvriers.

La classe ouvrière devenait le point de référence pour toute la population. Aux côtés d'autres ouvriers qui se rendaient à Gdansk afin d'établir un contact direct avec les ouvriers en grève, des paysans et des étudiants venaient aux portes de l'usine recevoir les bulletins de grève et diverses informations. La classe ouvrière devenait la force dirigeante de la société.

### La réaction de la bourgeoisie : l'isolement

Le danger que constituaient les luttes en Pologne pouvait être appréhendé à travers les réactions des pays voisins.

Les frontières entre la Pologne et l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique furent immédiatement fermées. Alors qu'auparavant les ouvriers polonais se rendaient fréquemment en Allemagne de l'Est, surtout à Berlin, pour faire des achats parce qu'il y avait encore moins de marchandises dans les magasins polonais qu'en Allemagne de l'Est, la bourgeoisie cherchait à isoler la classe ouvrière. Un contact direct entre les ouvriers des différents pays devait être évité à tout prix. Et la bourgeoisie avait de bonnes raisons de prendre une telle mesure ! Parce que dans la région charbonnière voisine d'Ostrava en Tchécoslovaquie, les mineurs, suivant l'exemple polonais, s'étaient également mis en grève. Dans les régions minières roumaines, en Russie à Togliattigrad, les ouvriers empruntaient la voie polonaise. Même si, dans les pays d'Europe de l'Ouest, il n'y avait pas eu de grèves en solidarité directe avec les luttes des ouvriers polonais les ouvriers de nombreux pays reprenaient les mots d'ordre de leurs frères de classe de Pologne. A Turin, on entendit en septembre 1980 les ouvriers scander : "Gdansk nous montre le chemin".

A cause de sa perspective et de ses méthodes de luttes, la grève de masse avait un énorme impact sur les ouvriers des autres pays. A travers celle-ci, la classe ouvrière a montré, comme elle l'avait fait en 1953 en Allemagne de l'Est, en 1956, en Pologne et en Hongrie, en 1970 et en 1976 en Pologne à nouveau, que, dans les prétendus pays "socialistes", l'exploitation capitaliste existe comme à l'Ouest et que leurs gouvernements sont des ennemis de la classe ouvrière. Malgré l'isolement im-

posé aux frontières polonaises, malgré le rideau de fer, la classe ouvrière de Pologne, tant qu'elle restait mobilisée, représentait un pôle de référence à l'échelle mondiale. Précisément à l'époque de la Guerre froide, pendant la guerre en Afghanistan, les combats des ouvriers de Pologne contenaient un important message : ils s'opposaient à la course aux armements et à l'économie de guerre par la lutte de classe. La question de l'unification des ouvriers entre l'Est et l'Ouest, même si elle n'était pas encore concrètement posée, resurgissait en tant que perspective.

### Comment le mouvement a été saboté

Le mouvement a pu développer une telle force parce qu'il s'est étendu rapidement et parce que les ouvriers eux-mêmes ont pris l'initiative. L'extension au-delà du cadre de l'usine, les assemblées générales, la révocabilité des délégués -toutes ces mesures contribuèrent à leur force. Alors qu'au début il n'y avait pas d'influence syndicale, les membres des "syndicats libres" (2) s'appliquèrent à entraver la lutte.

Tandis qu'initialement les négociations étaient menées de façon ouverte, il fut prétendu, au bout d'un certain temps, que des "experts" étaient nécessaires afin de mettre au point les détails avec le gouvernement. De façon croissante, les ouvriers ne pouvaient plus suivre les négociations, encore moins y participer, les hauts-parleurs qui transmettaient celles-ci ne fonctionnaient plus à cause de problèmes "techniques". Lech Walesa, membre des "syndicats libres", fut couronné leader du mouvement grâce à la mesure de renvoi dont l'avait frappé la direction des chantiers navals de Gdansk. Le nouvel ennemi de la classe ouvrière, le "syndicat libre", avait travaillé à infiltrer le mouvement et commença son travail de sabotage. Ainsi, il s'attacha à distordre complètement les revendications ouvrières. Alors qu'initialement les revendications économiques et politiques se trouvaient en tête de liste, le "syndicat libre" et Walesa poussaient à présent à la reconnaissance de syndicats "indépendants", mettant seulement au second plan les revendications économiques et politiques. Ils suivaient la vieille tactique : défense des syndicats au lieu des intérêts ouvriers.

La signature des accords de Gdansk le 31 août marque le terme du mouvement (même si des grèves se poursuivent pendant quelques jours en d'autres endroits). Le premier point de ces accords autorise la création d'un syndicat "indépendant et autogéré" qui prendra le nom de Solidarnosc. Les quinze membres du présidium du MKS (comité de grève interentreprises) constituèrent la direction du nouveau syndicat.

Parce que les ouvriers avaient été clairs sur le fait que les syndicats officiels marchaient avec l'Etat, la plupart d'entre eux pensaient maintenant que le syndicat Solidarnosc nouvellement fondé, fort de dix millions d'ouvriers, n'était pas corrompu et défendrait leurs intérêts. Ils n'étaient pas passés par l'expérience des ouvriers à l'Ouest qui se sont confrontés pendant des décennies aux syndicats "libres".

Alors que Walesa avait déjà promis en ce temps-là : "Nous voulons créer un second Japon et établir la prospérité pour tous" et que beaucoup d'ouvriers, à cause de leur inexpérience de la réalité du capitalisme à l'Ouest, pouvaient avoir d'aussi grandes illusions, Solidarnosc et Walesa à sa tête assumèrent le rôle de pompier du capitalisme pour éteindre la combativité ouvrière.

A l'automne 1980, alors que les ouvriers repartent en grève à nouveau pour protester contre les accords de Gdansk, après avoir constaté que même avec un syndicat "libre" à leurs côtés, leur situation matérielle avait empiré, Solidarnosc commence déjà à montrer son vrai visage. Juste après la fin des grèves de masse, Walesa va ici et là dans un hélicoptère de l'armée pour appeler les ouvriers à cesser leurs grèves de toute urgence. "Nous n'avons plus besoin d'autres grèves car elles poussent notre pays vers l'abîme, il faut se calmer."

Depuis le début, Solidarnosc a commencé à saboter le mouvement. Chaque fois que possible, il s'empare de l'initiative des ouvriers, les empêchant de lancer de nouvelles grèves.

En décembre 1981, la bourgeoisie polonaise peut enfin déclencher la répression contre les ouvriers. Solidarnosc a fait de son mieux pour désarmer les ouvriers politiquement - en préparant leur défaite. Alors que pendant l'été 1980, aucun ouvrier n'avait été frappé ou tué grâce à l'auto-organisation et à l'extension des luttes, et parce qu'il n'y avait pas de syndicats pour encadrer les ouvriers, en décembre 1981, plus de 1200 ouvriers sont assassinés, des dizaines de milliers mis en prison ou conduits vers l'exil. Cette répression militaire est en outre organisée suivant une intense coordination entre la classe dominante de l'Est et de l'Ouest.

Après les grèves de 1980, la bourgeoisie occidentale a offert à Solidarnosc toutes sortes d'assistance, afin de le renforcer contre les ouvriers. Une campagne comme celle des "colis de médicaments pour la Pologne" était lancée et des crédits à bon marché dans le cadre du FMI sont mis sur pied afin d'éviter qu'il ne vienne à l'idée des ouvriers de l'Ouest de suivre l'exemple polonais, de prendre eux-mêmes leurs luttes en mains. Avant le déclenchement de la répression du 13 décembre 1981, les plans étaient directement coordonnés entre les chefs du gouvernement. Le 13 décembre, le jour même de la répression, le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt et le leader de la RDA, le stalinien par excellence Erich Honecker, se rencontrent près de Berlin prétendant ne "rien savoir des événements". Mais en réalité, non seulement ils avaient donné leur aval à la répression mais la bourgeoisie polonaise avait pu bénéficier de l'expérience de ses consœurs occidentales en matière d'affrontement à la classe ouvrière.

Un an plus tard, en décembre 1981, Solidarnosc a montré quelle terrible défaite il a pu imposer aux ouvriers. Après la fin des grèves de 1980, avant même que l'hiver ne commence, Solidarnosc avait déjà prouvé quel fort pilier de l'Etat il était devenu. Et si, depuis, l'ex-leader de Solidarnosc Lech

Walesa a été élu président de Pologne, c'est justement parce qu'il avait déjà montré qu'il était un excellent défenseur des intérêts de l'Etat polonais dans ses fonctions de chef syndical.

### La signification historique des luttes

Même si vingt ans se sont écoulés depuis, et bien que beaucoup d'ouvriers qui ont pris part au mouvement de grève à l'époque sont devenus chômeurs ou ont été forcés à l'émigration, leur expérience est d'une inestimable valeur pour toute la classe ouvrière. Comme le CCI l'a déjà écrit en 1980, "Sur tous ces points, les luttes en Pologne représentent un grand pas en avant dans la lutte du prolétariat à l'échelle mondiale, c'est pourquoi ces luttes sont les plus importantes depuis un demi-siècle." (Résolution sur la lutte de classe, 4e congrès du CCI, 1980, *Revue Internationale* n°26). Elles furent le plus haut point d'une vague internationale de luttes, les leçons que nous avons à nouveau soulignées dans notre rapport sur la lutte de classe en 1999 à notre 13e congrès : "Les événements historiques à ce niveau ont des conséquences à long terme. La grève de masse en Pologne a fourni la preuve définitive que la lutte de classe est la seule force qui peut contraindre la bourgeoisie à mettre de côté ses rivalités impérialistes. En particulier, elle a montré que le bloc russe -historiquement condamné par sa position de faiblesse à être "l'agresseur" dans toute guerre- était incapable de répondre à sa crise économique grandissante par une politique d'expansion militaire. De façon claire, les ouvriers des pays du bloc de l'Est (et de la Russie elle-même) ne pouvaient pas totalement servir de chair à canon dans une quelconque guerre future à la gloire du "socialisme". Ainsi, la grève de masse en Pologne fut un puissant facteur dans l'implosion qui advint du bloc impérialiste russe." (*Revue Internationale* n°99, 1999).

D'après *Welt Revolution* n°101, organe du CCI en Allemagne, août-septembre 2000.

(1) Durant l'hiver 1970-71, les ouvriers des chantiers navals de la Baltique étaient entrés en grève contre des hausses de prix des denrées de première nécessité. Dans un premier temps, le régime stalinien avait réagi par une répression féroce des manifestations faisant plusieurs centaines de morts, notamment à Gdansk. Les grèves n'avaient pas cessé pour autant. Finalement, le chef du parti, Gomulka, avait été limogé et remplacé par un personnage plus "sympathique", Giersek. Ce dernier avait dû discuter pendant 8 heures avec les ouvriers des chantiers navals de Szczecin avant de les convaincre de reprendre le travail. Evidemment, il avait rapidement trahi les promesses qu'il leur avait faites à ce moment-là. Ainsi, en 1976, de nouvelles attaques économiques brutales avaient provoqué des grèves dans plusieurs villes, notamment à Radom et Ursus. La répression avait fait plusieurs dizaines de morts.

(2) Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un syndicat mais d'un petit groupe d'ouvriers qui, en lien avec le KOR (comité de défense des ouvriers) constitué par des intellectuels de l'opposition démocratique après les répression de 1976, militaient pour la légalisation d'un syndicalisme indépendant.

ECHEC DU SOMMET DE CAMP DAVID

## L'inexorable aggravation des tensions impérialistes

**Depuis les accords israélo-palestiniens d'Oslo, signés en septembre 1993 à grands coups de trompette, non seulement la paix n'a pas été instaurée au Proche-Orient mais la situation ne cesse d'empirer pour les populations juives et palestiniennes, otages de la guerre. Le retrait israélien du Sud-Liban de la fin mai et le sommet-marathon de Camp David en juillet dernier en sont de nouvelles illustrations. Car ils n'ont débouché que sur une aggravation des tensions plus vive que jamais, avec les inévitables risques d'escalade guerrière qu'elles impliquent.**

Une telle perspective n'a rien d'étonnant car ce qui motive tous les vampires locaux et occidentaux impliqués au Proche-Orient ne participe nullement d'une volonté de paix, mais de la volonté d'en découdre pour défendre chacun ses intérêts impérialistes.

En tête, les Etats-Unis. Ainsi Clinton a mis une pression maximum sur Arafat et Barak en leur imposant quinze jours de négociations -alors même qu'une grave crise politique secouait Israël- et la discussion sur le sujet jusqu'ici tabou du statut de Jérusalem. Tout cela pour aboutir à l'échec qu'on connaît puisque ni l'un ni l'autre n'ont bougé d'un pouce. Cependant, cela n'a pas semblé gêner énormément la Maison Blanche qui affirmait avec l'aplomb des bourgeois que "l'espoir de paix" était toujours présent. L'enjeu réel de ce round de négociations, comme d'ailleurs tous ceux qui ont lieu depuis Oslo sous la houlette de l'Oncle Sam, était surtout de réaffirmer le fait que c'est l'Amérique qui a la haute main tant sur Israël que sur l'OLP et qu'elle entend bien maintenir sa suprématie dans cette région du monde tout en ne laissant personne marcher sur ses plates-bandes. Washington n'a en effet pas d'illusion sur la possibilité de parvenir à un accord applicable entre deux parties aux intérêts inconciliables et peut

s'accommoder sans états d'âme des affrontements meurtriers quotidiens. Mais à la condition majeure que tout cela reste dans ses propres mains et ne débouche pas sur la possibilité d'ouvrir une brèche dans son dispositif de contrôle exclusif. C'est cela que Clinton devait marteler à Barak et Arafat, s'appuyant sur le fait que ni l'un ni l'autre ne peuvent se passer de l'Amérique sans laquelle ils perdraient rapidement un pouvoir déjà fragile dans leurs propres maisons. Ainsi, le numéro un de l'OLP n'a maintenu son autorité sur les différentes factions palestiniennes que grâce aux Etats-Unis qui le tiennent à bout de bras. Il se trouve donc pris à la gorge, tout en devant apparaître en même temps comme le maître incontesté des territoires palestiniens. Ses appels du pied aux autres puissances ne sont pour le moment que des rodomontades stériles et de peu d'espoir ; sa position est d'autant plus assujettie à la politique américaine qu'il est de plus en plus déconsidéré par une population palestinienne en proie à une misère noire comme aux violences et aux rackets tous azimuts d'une police et d'une soldatesque corrompues jusqu'à la moëlle. Il est ainsi notoire que les Palestiniens de Jérusalem-Est préfèrent encore la férule israélienne, qui sans être très douce, est bien mieux supportable que celle des forces de "l'ordre" de l'Autorité palestinienne.

Quant à E. Barak, il se retrouve de plus en plus isolé, avec la perspective d'élections anticipées. Le fait qu'il ait accepté de discuter du statut de Jérusalem a accéléré sa fragilisation au pouvoir. Le ministre des affaires étrangères, D. Lévy, un des piliers principaux de la coalition gouvernementale a lâché Barak et plusieurs de ses proches ont été limogés. Le soutien indéfectible des Etats-Unis est plus que jamais son seul recours.

C'est donc bien plus en direction des autres puissances régionales et européennes -en particulier française- que le message de Camp David était adressé.

Ce n'est pas par hasard si celui-ci est clairement lancé à peine plus d'un mois après le retrait israélien du Sud-Liban.

Ce départ -"surprise" mais de toute façon planifié avec l'accord des Etats-Unis- est venu modifier la distribution des cartes impérialistes dans la région du Proche-Orient (voir RI n°303). Il a ainsi dans un premier temps coupé l'herbe sous le pied de la Syrie qui "avait l'intention d'utiliser la guérilla du Hezbollah contre l'armée israélienne au Sud-Liban comme d'un moyen de pression sur les futures négociations israélo-palestiniennes sur le Golan" (RI n°303). Il a mis ensuite le Hezbollah pro-iranien dans la situation de maître du Sud-Liban et en concurrence directe avec le parti pro-syrien Amal, avec la perspective à terme de revendiquer une plus grande partie du Liban contre la Syrie, au moment où les Etats-Unis cherchent à opérer un rapprochement avec l'Iran.

Mais cette avancée américaine a sa contrepartie, et si la bourgeoisie d'outre-Atlantique s'efforce de tenir bien fermes les rênes des relations israélo-palesti-

niennes, la situation générale dans la région n'en reste pas moins fragile tandis que les grandes puissances rivales des Etats-Unis sont à l'affût.

La France tout d'abord, pays qui exprime le plus nettement son refus de l'hégémonie des Etats-Unis et qui, dans sa volonté de reprendre pied au Liban, ne rate aucune occasion de justifier sa présence ; elle s'est empressée de porter ses effectifs militaires dans la FINUL à 2000 hommes (au lieu de 250 auparavant). Ce qui en dit long sur ses intentions de rétablir ses positions dans la région.

Et c'est de façon plus globale que la contestation anti-américaine s'affirme de façon croissante. L'Union européenne chez laquelle, depuis Paris, le chef de l'OLP à peine rentré des Etats-Unis est venu chercher un soutien à la création de l'Etat palestinien, déclarait fermement le "droit des Palestiniens à l'autodétermination, y compris celui de créer

un Etat", montrant par là qu'elle ne veut pas être exclue du jeu au Moyen-Orient, même si ses moyens d'action sont faibles pour le moment.

Une fois de plus se vérifie le fait que le Moyen-Orient ne peut être qu'en proie à de nouveaux conflits. Confluent de deux mers et charnière de trois continents détenteurs d'énormes réserves pétrolières, il est l'une des zones majeures où se heurtent les intérêts nationaux des plus grandes puissances. Pour l'instant, les Etats-Unis arrivent à contenir la situation en créant la division en-dehors de leur zone de contrôle, par exemple en poussant aux dissensions entre la Syrie et l'Iran, mais la perspective est à une accumulation de tensions toujours plus exacerbées qui ne peuvent que déboucher sur une situation plus explosive que jamais. Ceci ne pourra que nourrir et accroître le chaos mondial engendré par le capitalisme en décomposition.

WK (09 août)

### NIGERIA, PHILIPPINES

## Des accidents qui ne doivent rien à la fatalité

Le système capitaliste a, une fois encore, fait des victimes par centaines.

En effet, en juillet dernier, aux Philippines, Quezon City, la plus étendue des treize municipalités qui composent la mégapole de Métro Manille a connu un drame épouvantable : l'effondrement (provoqué par les grosses pluies de l'été) sur un bidonville de la plus grosse décharge d'ordures ménagères du pays, une véritable "montagne" de plus de 20 mètres de hauteur formée par le déversement quotidien de 6500 tonnes de déchets, faisant officiellement 217 morts. Cette gigantesque accumulation d'immondices qui faisait vivre une cité de 80 000 miséreux ayant débarqué de tout le pays ces dernières années dans des bus bondés, a enseveli entièrement sur un hectare, près de 700 habitations de fortune, construites sous le dépôt d'ordures.

La partie anéantie du bidonville installée au pied de la décharge abritait ceux qui vivaient directement des déchets. Une bonne partie des victimes étaient des enfants. Dans un reportage fait après la catastrophe, *Paris-Match* du 24/08 explique comment la population vivait de cette décharge qu'elle avait surnommée "Terre Promise" : "Mains nues, il y a d'abord les 'fouilleurs' qui séparent les déchets. Les porteurs apportent la 'marchandise' à l'arrière. Là, les cartons sont soigneusement conditionnés à plat, en paquets. Prix du kilo : 1 peso, soit 15 centimes environ. Le plastique à recycler est vendu plus cher : 4 pesos. Le fer, lui, ne dépasse pas 1 peso le kilo, et les bouteilles de verre sont payées un demi-peso... Les boîtes en aluminium des boissons gazeuses ont un traitement à part. Pour les aplatis, les gosses les jettent sous les roues des véhicules. Sinon, elles servent à confecturer voitures et avions miniatures vendus aux touristes." Au milieu d'une odeur pestilentielle, humidité, chaleur et moustiques forment un bouillon de culture. Tuberculose, asthme sévissent massivement. Mais outre les maladies respiratoires, les gens qui vivent là souffrent d'épidémies, surtout les enfants, et meurent souvent d'hémorragie interne. Les gamins de la décharge ne sont pas vaccinés contre le tétanos. Ceux qui n'ont pas de bottes risquent gros : une

blesseure avec un morceau de ferraille ou un tesson de bouteille, la morsure d'un rat. Quantité de sauveteurs sont tombés malades dès la première semaine. La décharge possède une haute concentration de gaz méthane, de sulfure de dioxyde et d'acide sulfurique provoquant des cancers de la peau. A tel point que les responsables ont dû arrêter les opérations de recherche au bout de 15 jours. Aujourd'hui la décharge est officiellement fermée. Malgré la catastrophe, les habitants veulent rester là, l'un d'eux déclare : "Des centaines sont morts dans cette tragédie. Mais des milliers mourront de faim s'ils doivent partir." L'article de *Paris-Match* précise d'ailleurs : "Les petits chiffonniers continuent à chercher les débris qu'ils pourront revendre. Vêtus d'un short crasseux, des gosses avancent dans le jus noirâtre..." Mais il ajoute : "Le problème n'est plus concentré sur la montagne qui barre l'horizon. Il s'est dispersé (...) Les déchets sont aujourd'hui un peu partout, dans les 175 bidonvilles qui ont poussé comme des verrues dans la cité et les squats sont repoussés un peu plus loin."

Dans un autre coin de la planète, en Afrique, 300 Nigériens ont trouvé la mort dans des conditions atroces : brûlés vifs par l'explosion d'un oléoduc qu'ils avaient percé, pour en vendre le carburant contenu, au marché noir sur le bord des routes. Tel un mauvais film, cette situation tragique s'est répétée quatre fois en moins d'un mois, dans plusieurs localités de l'Etat du Delta, au sud du Nigeria. En octobre 1998, déjà, un "accident" similaire avait fait 1082 morts, dans la même région près de Wari. Les populations nigérianes sont réduites à l'état de misère (1) malgré les illusions entretenues par l'arrivée au pouvoir du nouveau chef d'Etat Obasanjo, en mai 1999, se prétendant pourtant déterminé à suivre une politique plus "sociale" que celle de ses prédécesseurs. Dans un pays "où les services de base n'existent pas ou en sont restés aux normes du 18e siècle" (O. Ndibe, *Courrier International* n°506), les populations n'ont d'autre choix que celui, dérisoire, mais hélas indispensable à leur survie, de voler à l'Etat corrompu à la tête du pays, quelques vul-

gaires bidons d'essence, et ce, au péril de leur vie.

Ces deux événements dramatiques n'ont rien de fortuit et ne sont pas dus, non plus, à la fatalité. Ils sont le produit d'un système d'exploitation en train d'agoniser, de se décomposer, qui contraint des millions d'êtres humains à survivre dans des conditions inhumaines.

Les conditions de survie offertes aux chômeurs dans les pays "avancés", ne sont déjà pas acceptables pour la majeure partie d'entre eux. Plus encore, dans des zones éloignées des concentrations industrielles, tels certains pays d'Asie, de la majorité de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud (2) ou, le capitalisme est désormais invivable et meurtrier. L'indigence absolue est le lot quotidien de populations entières qui tentent, par des moyens désespérés, d'assurer leur subsistance.

Aujourd'hui, le degré de pourriture du système capitaliste a atteint un niveau tel qu'il impose des conditions de non-vie à des millions d'êtres humains sur la planète. Sa responsabilité pleine et entière ne peut être passée sous silence. Au contraire, elle doit être dénoncée avec force. Plus encore, lorsqu'aujourd'hui la bourgeoisie vante les vertus de son système et de la reprise économique. Le simple fait que des millions d'êtres humains vivent quotidiennement l'indigence à l'état brut, voués à naître, vivre et mourir dans la misère absolue et le dénuement le plus extrême, montre de toute évidence la barbarie du capitalisme et la nécessité de renverser ce système de misère et de mort qui, en continuant à pourrir sur pied, continuera à engendrer d'autres tragédies humaines comparables à celles du Nigeria et de Manille.

Laura

### NAUFRAGE DU KOURSK

## Le cynisme de la bourgeoisie

Pendant plusieurs semaines, la tragédie du "Koursk", ce sous-marin fleuron de la flotte russe qui a coulé le 12 août en mer de Barents, a fait la Une de l'actualité. De façon lancinante, le sort des 118 hommes d'équipage a constitué le titre principal des journaux télévisés avec des images "choc" à la clé, comme celles des mères de marins de 19 ans criant leur douleur et leur colère.

Les révolutionnaires ne sont évidemment pas insensibles au sort des jeunes appelés qui ont trouvé une mort atroce coincés dans un cercueil d'acier au fond de l'eau, comme ils ne sont pas insensibles aux tragédies qui se déroulent quotidiennement aux quatre coins de la planète, les massacres, la famine, les immigrants clandestins noyés ou asphyxiés et tant d'autres manifestations de l'agonie barbare de la société capitaliste. Mais il leur appartient aussi de garder la tête froide afin de comprendre la signification des messages que les médias bourgeois tentent de faire entrer dans le crâne des exploités pour leur faire accepter la barbarie du monde actuel. En particulier, ils doivent dénoncer la manoeuvre consistant à convaincre les ouvriers des pays les plus avancés qu'ils seraient en quelque sorte des

privilegiés puisque : "ailleurs, et notamment dans les anciens 'paradis socialistes', c'est bien pire".

Quels sont les messages qu'on nous a servis cette fois-ci (liste non exhaustive) ?

**Premier message :** "La flotte russe, et notamment les bâtiments qui ont été mis à la retraite dans la région où a coulé le Koursk, constitue une énorme menace pour l'environnement. C'est une nouvelle preuve du caractère chaotique et criminel du régime "socialiste" qui dirigeait la Russie auparavant.

Juste. Cependant, tous ces bateaux chargés de matières radioactives en train de pourrir autour de Mourmansk ne sont qu'une caricature d'un système qui, partout, malgré tous les cris d'alerte des spécialistes et les "sommets" à répétition, est incapable de prévenir la catastrophe annoncée : l'effet de serre, le trou dans la couche d'ozone dont les principaux responsables sont justement les pays les plus avancés, à commencer par les Etats-Unis. Quant aux résultats sur l'environnement de l'activité militaire de ces mêmes pays, on pourrait demander ce qu'elles en pensent aux popula-

(SUITE PAGE 6)

(1) Un Nigérian sur deux vit avec moins d'un dollar par jour.

(2) Certaines populations du Brésil risquent régulièrement leur vie, obligées de s'agripper à des rocs surplombant l'autoroute, afin d'accrocher des seaux à flanc de rocher, destinés à recueillir les eaux de pluie ou de ruissellement plus ou moins potables.

## Contribution au débat sur l'antifascisme

(SUITE DE LA PAGE 8)

production capitaliste dans la période de décadence. (...) Alors que dans les pays développés du 19e siècle, les partis politiques étaient les représentants de la société civile dans et auprès de l'Etat, ils se transforment avec la décadence du capitalisme, en représentants de l'Etat dans la société civile (le cas le plus évident étant celui des anciens partis ouvriers chargés aujourd'hui d'encadrer la classe ouvrière derrière l'Etat). Les tendances totalitaires de l'Etat s'expriment, y compris dans les pays où subsistent les rouages formels de la démocratie, par une tendance au parti unique qui trouve ses concrétisations les plus nettes lors des convulsions aiguës de la société bourgeoise : 'Union nationale' lors des guerres impérialistes, rassemblement de toutes les forces bourgeoises derrière les partis de gauche dans les périodes révolutionnaires. (...)

La tendance au parti unique trouve rarement son achèvement complet dans les pays les plus développés. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Scandinavie n'ont jamais connu un tel achèvement (...). Le seul exemple historique d'un pays pleinement développé où cette tendance soit parvenue à son terme est celui de l'Allemagne (...). Si dans les autres pays avancés, les structures politiques et les partis traditionnels se sont maintenus, c'est qu'ils se sont révélés suffisamment solides du fait de leur implantation ancienne, de leur expérience, de leur lien avec la sphère économique, de la force des mystifications qu'ils colportaient, pour assurer la stabilité et la cohésion du capital national face aux difficultés qu'ils ont affrontées (crise, guerre, luttes sociales)."

En poursuivant notre lecture critique de la brochure de Llar, nous avons trouvé très juste la dénonciation qui est faite dans la partie intitulée "L'antifascisme en tant qu'attitude esthétique", où le texte a le mérite de poser une question centrale, celle de l'exutoire sans issue que constitue aujourd'hui pour les plus jeunes le terrain du fascisme – antifascisme : "On dirait que l'antifascisme est devenu une mode. L'absence d'analyse, de débat et de critique est évidente. On ne traite pas le problème globalement, mais on essaie de répondre à ses effets les plus palpables (la violence fasciste dans la rue) en reproduisant très souvent le même comportement (une violence de rue antifasciste). Autour de l'antifascisme se crée une esthétique de bande avec des contenus très faibles dominés par une violence aveugle."

En effet, il s'agit bien de cela, de détruire des énergies et des potentialités révolutionnaires vers un terrain stérile, où domine l'action pour l'action, dans une ambiance de "jeu vidéo", avec "des bons et des méchants". C'est là un terrain miné, un piège pour les jeunes d'origine ouvrière, sans travail, au bord de l'exclusion sociale, que l'Etat intègre de cette manière, en les faisant adhérer à l'idéologie fasciste – antifasciste, en les transformant en "citoyens rebelles" soumis à ses manipulations.

### Lutte de classe ou révolte d'individus ?

Comment lutter contre la duperie du faux-choix "fascisme-antifascisme" ? Les textes de la brochure *Contre*

l'antifascisme n'avancent pas tous la même alternative. Le texte "L'antifascisme, une forme d'adhésion au système" présente clairement le problème central : "Si nous concentrons nos efforts sur la lutte antifasciste d'une façon partielle, cela nous éloignerait sans retour de ce qui est le centre de la lutte de classe : le développement de la conscience et l'auto-organisation de la classe."

Cependant, le texte d'introduction et surtout l'éditorial de Llar, ont comme point de départ, non pas la lutte de classe, mais la révolte individuelle, la "libération" avec le typique verbiage situationniste, malgré la prétention de vouloir aboutir à la révolution sociale. Ainsi, l'article "Contre l'antifascisme" dit : "Nous voulons détruire tout ce qui nous fait vivre une vie invivable... Nous désirons changer la vie. Nous désirons être libres."

Et l'éditorial de Llar ajoute : "Le fait que, nous, travailleurs (euses), rejetez nos conditions d'opprimé(e)s est quelque chose qui peut échapper au déploiement aliénant du capitalisme ; il s'agirait de récupérer chaque moment de nos vies, aujourd'hui réduites à la survie, à la surexploitation, à la suraliénation" ou encore "Laissons crier les passions qui nous répriment, les besoins insatisfaits, la nouvelle poésie de la nouvelle révolte. Une poésie sans jolis mots et avec beaucoup de rage contre toutes les conditions qui jusqu'à maintenant nous empêchent de vivre. Passer de comment survivre à comme nous pourrions vivre."

Ces sentiments peuvent être parfaitement légitimes, mais ils ne peuvent en aucun cas être la base, la force pour une alternative révolutionnaire. Ils expriment le dégoût de cette société et peuvent être très radicaux, mais ils ne contiennent en eux-mêmes aucune alternative au capitalisme. C'est le terrain de la révolte impuissante et sans perspective, un terrain inter-classiste, sur lequel peuvent se retrouver aussi bien des prolétaires que leurs ennemis de classe.

Le prolétariat est, au contraire, le produit d'un développement historique des forces productives et, par sa nature, ses luttes deviennent une mise en cause de tout le système de travail salarié, de la société de classes, et par-là même, de l'aliénation : "Si les auteurs socialistes assignent au prolétariat ce rôle historique [de destruction du capitalisme], ce n'est nullement (...) parce qu'ils tiennent les prolétaires pour des dieux. C'est plutôt le contraire. C'est parce que dans le prolétariat développé l'abstraction de toute humanité, et même de toute apparence d'humanité est achevée en pratique ; c'est parce que les conditions d'existence du prolétariat résument toutes les conditions d'existence de la société actuelle parvenues au paroxysme de leur inhumanité ; c'est parce que dans le prolétariat, l'homme s'est perdu lui-même, mais a acquis en même temps la conscience théorique de cette perte et, qui plus est, se voit contraint directement, par la misère désormais inéluctable, impossible à farder, absolument impérieuse – expression pratique de la nécessité – à se révolter contre cette inhumanité ; c'est pour ces raisons que le prolétariat peut et doit se libérer lui-même. Toutefois, il ne peut se libérer lui-même sans abolir ses propres conditions d'existence. Et il ne peut abolir ses propres conditions d'existence sans abolir tou-

tes les conditions d'existence inhumaines de la société actuelle que sa propre condition résume." (Engels et Marx, *La Sainte Famille*, 1845)

Et comme il est déjà dit dans le *Manifeste communiste* (1847) : "De toutes les classes qui s'opposent actuellement à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes déclinent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat au contraire en est le produit le plus authentique. (...) Les conditions de vie de la société ancienne sont déjà détruites dans les conditions de vie du prolétariat."

Dans une certaine mesure, dans cette période de décomposition du capitalisme (4), le processus de croissance de l'industrie décrit dans le *Manifeste* s'est inversé. La grande industrie ne va pas disparaître, bien évidemment, mais il y a chaque fois plus d'ouvriers qui sont jetés au chômage ou, ce qui revient au même, sont poussés vers toutes sortes d'emplois précaires, de telle sorte que les plus jeunes dans la classe ouvrière n'ont pas la possibilité de s'intégrer dans un travail associé. Beaucoup de jeunes vivent à la lisière de l'exclusion sociale, cohabitant avec des petits-bourgeois déclassés et désenchantés et, parfois, dans des milieux lumpénisés. Sur ce terrain, ils sont victimes des campagnes idéologiques qui s'appuient justement sur des aspects parcellaires de la dégradation des conditions de vie dans le capitalisme. Ces campagnes, tout comme l'antifascisme, l'écologisme ou l'anti-mondialisation, les poussent à se diluer dans l'interclassisme et à s'éloigner de la classe ouvrière.

Et c'est ainsi que les appels interclassistes pour la révolte contre les conditions de vie misérable que le capitalisme impose ne poussent pas ces jeunes vers la révolution mais vers le

désespoir. Il est évident que le désespoir de beaucoup de jeunes sans travail et pratiquement sans moyens de rapports sociaux "n'échappe pas au déploiement aliénant du capitalisme", lequel est aujourd'hui capable de canaliser leurs énergies et leur haine dans la fausse problématique fascisme-antifascisme, qui les éloigne de la lutte et de l'expérience ouvrières, de la même façon qu'hier, dans les années 20 et 30, elles furent mises au service de la montée du fascisme réel, qui était ce dont le capital avait besoin à ce moment-là : "Le fascisme canalise tous les contrastes qui mettent en danger le capitalisme et les dirige vers sa consolidation. Le fascisme contient le désir de calme du petit-bourgeois, l'exaspération du chômeur affamé, la haine aveugle de l'ouvrier désorienté et surtout la volonté capitaliste d'éliminer tout élément de perturbation d'une économie militarisée, de réduire au minimum les frais d'entretien d'une armée de chômeurs permanents." (5)

Aujourd'hui, la décomposition du capitalisme entraîne une énorme difficulté à se situer sur un terrain prolétarien pour les jeunes ouvriers chômeurs ou sous-employés, une grande difficulté à assimiler la continuité des expériences des luttes ouvrières. Mais le prolétariat n'est pas défait et ce n'est que dans le feu du combat commun que les plus jeunes pourront discuter avec leurs aînés et s'imprégner de leur expérience des luttes des années 70-80.

Il existe, cependant, des minorités qui lisent et qui discutent, qui réfléchissent et qui prennent les devants dans ce processus historique, et en deviennent un facteur actif. Mais la condition pour que ces efforts soient fertiles est de se situer sur le terrain du prolétariat, qui, au-delà de la critique de la vie et des misères du quotidien, a

l'ambition de construire une société sans classes, qui a un passé, un présent et un avenir, qui est la seule force sociale capable de mener à bien une telle perspective.

Le prolétariat n'a pas besoin de la poésie situationniste de la "nouvelle révolte" (Llar), mais il a, par contre, besoin de ses nouvelles générations, qu'il ne peut pas se permettre de perdre dans les chimères nées de la décomposition et de la "révolte individuelle".

Acción Proletaria, organe du CCI en Espagne (23 janvier 2000)

(1) On peut affirmer la même chose en ce qui concerne l'Allemagne où Hitler a été nommé au gouvernement tout à fait démocratiquement, aidé par les sociaux-démocrates qui vidèrent de leur sens les conseils ouvriers et organisèrent les assassinats de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

(2) Pannekoek, *Démocratie, fascisme, national-socialisme*.

(3) Ces "Thèses" ont été publiées dans notre *Revue Internationale* n° 60, 1990, et reprises dans notre brochure "La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme", que nous venons de sortir. Ces thèses ont aussi repris des points déjà développés dans d'autres articles publiés en 1981 et 1983 à la suite des événements en Pologne (*Revue internationale* n° 27 et 34).

(4) Pour notre analyse à ce sujet, voir : *Revue internationale* n° 62 "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme".

(5) "L'écrasement du prolétariat allemand et l'avènement du fascisme" ; *Bilan* n° 16, mars 1935, article reproduit dans notre brochure *Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital*.

## NAUFRAGE DU KOURSK

(SUITE DE LA PAGE 5)

tions irakiennes ou yougoslaves qui ont "bénéficié" de leurs bombes et de leurs obus à uranium appauvri en 1991 et en 1999.

**Deuxième message :** "L'incapacité des autorités russes à porter secours aux matelots enfermés dans leur sous-marin manifeste le peu de cas qu'elles ont pour les vies humaines du pays qu'elle dirige. Chez nous, c'est différent." Pour appuyer cette dernière idée, on insiste bien fort sur le fait que ce sont des plongeurs occidentaux qui ont réussi là où les russes avaient échoué - entrer dans le Kursk - et on nous montre à la télé un sous-marinier français expliquant comment lui et ses camarades auraient pu se sauver s'il était advenu le même accident à leur bâtiment.

C'est vrai que les autorités russes se moquent totalement de la vie des jeunes ouvriers en uniforme mobilisés pour "défendre la patrie". L'exemple de la Tchétchénie l'illustre abondamment. Mais elles sont loin d'être les seules. Après tout, les plongeurs norvégiens et anglais qui sont descendus ne sont pas des militaires chargés de la sécurité des matelots des navires de guerre mais des employés d'une entreprise spécialisée dans la maintenance des plates-formes pétrolières, une entreprise qui les équipe

et les entraîne pour faire du profit. Pour leur part, les autorités françaises n'ont pas exprimé beaucoup de compassion lorsqu'en janvier 1968 et en mars 1970 les naufrages des sous-marins Minerve et Eurydice ont fait au total 108 morts.

**Troisième message :** "Les autorités russes, dans cette affaire ont fait la preuve qu'elles avaient du mal à rompre avec les pratiques du mensonge et du secret de la période "communiste". Dans les pays vraiment démocratiques, c'est totalement différent".

Là, c'est le pompon. Ce n'est qu'à partir de 2018 qu'on pourra connaître les résultats de l'enquête sur les deux naufrages des sous-marins français. La culture du secret n'est pas l'exclusivité de l'état-major russe ni de l'ancienne "armée rouge". C'est le propre de toutes les institutions militaires, qu'elles appartiennent à des pays totalitaires ou à des pays démocratiques. Il en est de même des mensonges de la propagande officielle. Faut-il rappeler les flots de mensonges dont on nous a abreuvés lors de la guerre du Golfe en 1991 : la prétendue "guerre propre", les "frappes chirurgicales", alors qu'on a découvert plus tard qu'il s'agissait d'une "sale guerre" où l'on avait enterré vivants des milliers de soldats irakiens, où l'on avait expérimenté des armes supérieures en

cruauté aux gaz employés par Saddam Hussein contre les populations kurdes ...

Sur cette question nous laissons la parole à un général de l'OTAN à la suite des bombardements contre la Yougoslavie du printemps 99 : "Pour les bavures, nous avions une tactique assez efficace. Le plus souvent, nous connaissons les causes et les conséquences exactes de ces erreurs. Mais afin d'analyser les opinions, nous disions que nous menions une enquête et nous ne révélions la vérité que quinze jours plus tard, quand elle n'intéressait plus personne. L'opinion, ça se travaille comme le reste." (*Le Nouvel Observateur*, 1er juillet 1999) Ce que les autorités russes ont surtout démontré, c'est qu'elles avaient encore beaucoup à apprendre de celles des vieilles démocraties, grandes spécialistes de la manipulation des opinions.

Les tares, la cruauté, la barbarie et le cynisme qu'a révélées la tragédie du Kursk ne sont pas le monopole du régime qui gouverne la Russie digne héritier de celui qui gouvernait l'URSS avant 1990. Ce sont des caractéristiques de toute la société capitaliste actuelle, une société en pleine décomposition, soumise à un chaos croissant et qui constitue toujours plus une menace pour la simple survie de l'humanité.

Fabienne

## PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET  
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit,  
sans nom de la publication :

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -  
BELGIQUE

**INTERNATIONALISM**  
P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674 Caracas 1020-A -  
VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
P.O. Box 339  
2800 AH Gouda - PAYS BAS

**WORLD REVOLUTION**  
BM Box 869,  
London WC1N 3XX -  
GRANDE-BRETAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

**REVOLUCION MUNDIAL**  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

**COMMUNIST INTERNATIONALIST**  
(publication en langue Hindi)  
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.  
HARYANA INDIA.

## BROCHURES

**Plate-forme et Manifeste du C.C.I.**  
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

**La décadence du capitalisme**  
(15 F + 8F/18F)

**Les syndicats contre la classe ouvrière** (15F+8F/18F)

**Nation ou classe** (15F+8F/18F)

**Le trotskysme contre la classe ouvrière** (30F+8F/18F)

**Organisation communiste et conscience de classe**  
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période de transition** (20F+8F/18F)

**Guerre du Golfe** (15F+8F/18F)

**La Gauche communiste d'Italie**  
(80 F + 21F/33F)

**La Gauche hollandaise**  
(120 F + 21 F/33F)

**L'effondrement du stalinisme**  
(20 F + 8 F/18F)

**La Révolution russe** (15F+8F/18F)

**Luttes dans la fonction publique de décembre 95**  
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

**Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital** (30 F + 8 F/18F)

**Comment le PCF est passé au service du capital** (20 F + 8 F/18F)

**La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme** (20 F + 8 F/18F)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

Pologne, août 1980  
**Il y a 20 ans, le prolétariat refaisait l'expérience de la grève de masse**

**LYON : le samedi 16 septembre à 15h**  
C.C.O. 39, rue G. Courteline,  
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt  
Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 23 septembre à 15h**  
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie  
du M° Chartreux.

**NANTES : le samedi 16 septembre à 15h**  
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-  
Duchaffault (quartier Mellinet).

**PARIS : le samedi 16 septembre à 16h**  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

**TOULOUSE : le vendredi 22 septembre à 20h30.**  
Rendez-vous sur la place de l'église de la  
Fourgnette, route de Seysses, Toulouse.

**TOURS : le samedi 23 septembre à 15h**  
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de  
la Tranchée).

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

## ABONNEMENTS

**ABONNEMENT SIMPLE**  
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F  
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) -  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

**ABONNEMENT SIMPLE**  
(4 numéros de la *Revue internationale*) :  
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :  
110 F (16,8 E) -  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

**ABONNEMENT COUPLÉ**  
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5  
E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR  
AVION : 220 F (33,6 E).

**ABONNEMENT DIFFUSEUR**  
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre  
presse autour d'eux, nous proposons les  
modalités suivantes :  
- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :  
400 F (61,1 E).  
- *Revue internationale* : abonnement à  
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).  
Ecrivez-nous pour mettre au point  
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire  
ou postal à l'ordre de RI -  
CCP523544Y-Rouen, à adresser  
à la boîte postale de RI :

**RI - Mail Boxes 153**  
108, rue Damremont 75018 Paris

## SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

## QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

**ANGERS :** Contact -  
rue Lepneveu

**BESANCON :** Les  
sandales d'Empédocle  
- 95, Grande Rue.

**BORDEAUX :** Le  
Roi Lire - rue S<sup>c</sup>-  
Catherine.

**BREST :** Maison de  
la Presse - 64, rue  
Jean-Jaurès.

**CLERMONT-FD :**  
Le Papyvore - 3, rue  
de l'Ente. Maison de  
la Presse - place de  
Jaude.

**DIEPPE :** Maison de  
la Presse - 102,  
Grande-Rue.

**DUNKERQUE :**  
Maison de la Presse -  
34, rue Poincaré.

**GRENOBLE :** Le  
Sphinx - 6, pl. St André.  
L'Encre sympathique - 6,  
rue Saint-Laurent. Tabac-  
Journaux, passage du  
Jardin de Ville.

**LAVAL :** Point presse  
Centre C<sup>o</sup> La Mayenne.

**LE HAVRE :** Presse des  
Halles - 27, place des  
Halles-Centrales.

**LILLE :** Galerie - 57, rue  
de Béthune. Le Comte de  
Monte-Cristo -  
C.commercial V2  
Villeneuve-d'Ascq.

**LYON :** La Gryphe - 5,  
rue Sébastien-Gryphe (7<sup>e</sup>).  
La Proue - 15, rue  
Childebert (2<sup>e</sup>).

**MARSEILLE :** Odeur  
du Temps - 35, rue  
Pavillon (1<sup>er</sup>).

**MARTIGUES :** Librairie

Bellevue - 5, Bd  
Degut.

**MELUN :** La Porte  
Ouverte - 19, rue du  
G<sup>o</sup>-de-Gaulle.

**MONTAUBAN :**  
Maison de la Presse -  
rue de la République.

**MONTPELLIER :**  
Librairie Sauramps-Le  
Triangle - Allée J-  
Milhaud.

**NANTES :** Vent  
d'Ouest - 5, pl. du  
Bon-Pasteur. Maison  
de la Presse, Cours des  
50 otages, 2 pl. de  
l'Ecluse.

**NICE :** Le Temps de  
Vivre - 50, bd de la  
Madeleine.

**PARIS :** L'Herbe  
Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14<sup>e</sup>). La Brèche  
- 8, rue de Romainville  
(19<sup>e</sup>, M°Telegraphe). Le  
Point du jour - 58, rue  
Gay-Lussac (5<sup>e</sup>).

**SAINT-ETIENNE :**  
Librairie de Paris - rue  
Michel-Rondet.

**SAINT-NAZAIRE :** Le  
Temps de Vivre - 71, rue  
Jean-Jaurès.  
Voix au Châpître - 67,  
rue Jean-Jaurès.

**TOULON :** Hall de  
Presse - bd M<sup>o</sup>-Leclerc.

**TOULOUSE :** "Tabac-  
Journaux - 8, rue du  
Poids-de-l'huile. FNAC-  
81, bd Carnot. Les  
Arcades - pl. du Capitole.

**TOURS :** Librairie - 104,  
rue Colbert.

## PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

### GRENOBLE

**Permanence** le samedi 14 octobre de 15h à 17h, Le  
Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du  
bar.

**Vente de la presse** le samedi 14 octobre de 11h à 12h à  
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

### LILLE

**Permanence** le samedi 16 septembre à 14 h 30 à la MNE,  
23, rue Gosselet.

**Vente de la presse** le dimanche 17 septembre de 11h à 12h au  
marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue  
Jules Guesde ou de la rue du Marché - et le dimanche 3  
septembre 2000, à l'occasion de la Braderie de Lille, rue  
Gosselet, à l'angle de l'avenue J.B. Lebas.

### LYON

**Permanence** les samedis 16 septembre de 18h à 21h et 21  
octobre de 15h à 18h au C.C.O., 39, rue G. Courteline,  
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**Vente de la presse** au métro Saxe-Gambetta, le 3<sup>e</sup> vendredi  
du mois de 17 h à 18 h.

### MARSEILLE

**Permanence** le samedi 23 septembre de 18h30 à 21h, au  
buffet Cafeteria de la gare St Charles.

**Vente de la presse** le samedi 23 septembre de 11h30 à 12h30,  
allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la  
rue St Michel (13006).

### NANTES

**Permanence** le samedi 16 septembre à 18 h à la salle de la  
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

### PARIS

**Permanence** le samedi 2 septembre de 18h à 20h, au 27,  
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

**Vente de la presse** au marché d'Aligre (place d'Aligre, Paris  
12<sup>e</sup>, M°Ledru-Rollin), le 2<sup>e</sup> dimanche du mois, de 11h45 à  
13h.

### ROUEN

**Vente de la presse** les dimanches 3 septembre et 8 octobre,  
de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

### TOULOUSE

**Permanence** le vendredis 8 septembre à partir de 18 h 30.  
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-  
Exupéry (près du pont des Demoiselles).

**Vente de la presse** les dimanches 3, 10, 17 et 24 septembre  
de 11h à 12h30, au marché aux Pucés (place St-Sernin), le  
dimanche 17 septembre de 11h à 12h30 au marché aux  
légumes (Jeanne-d'Arc.)

### TOURS

**Permanence** le samedi 23 septembre à 18h, 9 place de la  
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

## Dernières souscriptions

L (Paris) : 12; T. (Strasbourg) : 50; M. (Châtillon) : 200;  
B. : 50.

Nantes : Réunion publique du 17 juin : Julie: 200.

Permanence du 1er juillet : Aboulafia : 400

Tours : Réunion publique du 24 juin : Gildas : 200;

Béatrice : 200; H : 200; CB : 50; G : 200; Aboulafia :  
200.

Total : 2162

## Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

3<sup>e</sup> trimestre 2000

**Revue Internationale**

SITUATION INTERNATIONALE  
**La nouvelle économie  
un nouvelle justification du capitalisme**  
Résolution sur la situation internationale

DOCUMENT (BIAN N° 10-11, 1934)  
**Crises et cycles dans l'économie  
du capitalisme agonisant, I**

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL,  
IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, IX  
1924-28 : le Thermidor  
du capitalisme d'Etat stalinien

ANARCHISME ET COMMUNISME  
**Les Amis de Durruti : leçons d'une rupture  
incomplète avec l'anarchisme**

**Lettre ouverte aux militants du communisme de  
conseil (Gauche communiste libertaire)**

NOTRE RÉPONSE (EXTRAITS) :  
**Peut-on concilier l'anarchisme  
et le marxisme ?**

102

3 Euros - 20 FF - 100 FB - 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée  
par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les  
commerces de presse.

# Contribution au débat sur l'anti-fascisme

**Acción Proletaria, la section du CCI en Espagne, a fait une critique d'une brochure d'orientation anarchiste Contre l'antifascisme dont nous publions ci-dessous de larges extraits. Cette brochure a été publiée par une revue appelée L'lar, bulletin anarchiste des Asturies, et contient des matériaux divers, dont certains textes pris des publications du CCI ainsi que d'autres textes sans indications d'origine ou signature.**

L'anarchisme, du moins l'officiel, a fait de l'antifascisme son fonds de commerce. La CNT, par exemple, était devenue, par l'aura de son rôle pendant la prétendue "révolution espagnole" et la guerre civile, une référence dans l'antifascisme radical, cette idéologie qui, avec le fascisme, avaient pris en tenaille la classe ouvrière dans son embrigadement vers la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, nous ne pouvons que nous réjouir de voir apparaître un groupe qui, même s'il se dit anarchiste, prend une position aussi claire vis-à-vis de l'antifascisme.

## Une dénonciation claire de l'antifascisme

Les différents textes publiés dans la brochure font une vigoureuse dénonciation de l'antifascisme et ceci nous paraît de la plus grande importance, parce que :

- la bourgeoisie promeut de nombreuses campagnes antifascistes ;
- beaucoup de jeunes sont atteints par l'idéologie de "l'antifascisme radical", que certains textes (surtout l'article "L'antifascisme, une forme d'adhésion au système") combattent avec force ;
- la brochure surgit dans un milieu anarchiste très vulnérable aux mystifications antifascistes, ce qui est d'autant plus méritoire.

Dans l'introduction "Contre l'antifascisme", on affirme sans ambiguïté que "L'antifascisme... joue un rôle qui historiquement a été -et qui est toujours- essentiel : faire lutter les exploité(e)s pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, en les utilisant comme de la chair à canon dans les luttes entre les différentes factions du pouvoir".

L'article "L'antifascisme, une forme d'adhésion au système" fait un effort pour situer historiquement l'antifascisme, qui accompagne, depuis le début, le surgissement du fascisme : "A la suite de la Première Guerre mondiale, le capitalisme ne joue plus un rôle progressif, ne développe les forces productives qu'en pro-

voquant des crises et des guerres. Le fascisme est né dans ce contexte, mais aussi l'antifascisme, tous deux avec le même but, même si les apparences disent le contraire, le but de sauvegarder les intérêts du capital impérialiste et écraser le prolétariat international" et en tirant les leçons de l'Espagne 1936 : "La Guerre Civile espagnole illustre parfaitement le rôle contre-révolutionnaire de l'antifascisme. L'Espagne ne sera pas la scène d'une guerre révolutionnaire, pas même d'une guerre civile, mais celle d'une guerre impérialiste. La bourgeoisie, autant nationale qu'internationale, alignée d'un côté ou de l'autre, règle ses comptes sur le dos du prolétariat... Les ouvriers espagnols furent massacrés sous le drapeau de l'antifascisme."

Le texte "Dictature et Démocratie" dénonce aussi bien la dictature que la démocratie comme étant deux faces de la même domination du capital ; ainsi une lutte "antifasciste" qui prétendrait lutter contre le capital d'un point de vue "antifasciste" n'est qu'un leurre : "Contrairement à la mythologie de gauche bien connue, les formes politiques démocratiques et dictatoriales se succèdent et se gênent mutuellement sans la moindre intervention prolétarienne directe : les dictatures ne s'emparent pas du pouvoir après avoir vaincu les insurrections des exploités, mais ce sont les démocraties et tout le mouvement réformiste (politique et social) qui défont les révolutionnaires, avec les armes et avec la tromperie électorale... L'antifascisme prétend faire pression sur le pouvoir pour, selon les cas, qu'il devienne ou qu'il reste démocratique, l'empêcher de devenir une dictature. Mais les formes politiques de l'Etat dépendent des nécessités du moment."

Ce texte "Dictature et démocratie" a, de plus, le mérite de poser une autre question centrale. Déjà l'article "L'antifascisme, une forme d'adhésion" affirme que le fascisme est un produit de la décadence du capitalisme, mais "Dictature..." montre que, de plus,

l'avènement du fascisme est le résultat du fait que le prolétariat a été préalablement défait, justement par la démocratie : "Ceux qui font de la réaction militaire l'épouvantail, comme si c'était la seule forme de contre-révolution, doivent réfléchir sur le fait qu'on ne défait pas le prolétariat par la seule action militaire. C'est quand le prolétariat est déjà vaincu socialement que la contre-révolution prend l'aspect militaire et, par conséquent, violent. Le fascisme italien avait affronté les ouvriers agricoles et industriels, mais il ne triompha que quand les travailleurs furent divisés par les votes, par les tentatives de conciliation des socialistes et par l'intervention matérielle de l'Etat démocratique." (1)

## Le rôle d'épouvantail du fascisme aujourd'hui

Dans la partie "Le fascisme aujourd'hui", l'article "L'antifascisme une forme d'adhésion au système" essaye de répondre à la question : Quelle fonction le fascisme remplit-il aujourd'hui ? "La mission du fascisme serait celle de rendre plus facile la transition d'un modèle à un autre (du keynésianisme au capitalisme libéral comme c'est indiqué dans le texte précédemment, NDLR), en développant des politiques non pas vers une prise du pouvoir (du moins pour le moment), mais à le renforcer et le rendre plus totalitaire avec des lois répressives, anti-immigration, etc., des lois qui empêchent ou neutralisent toutes sortes de dysfonctionnements (qui se traduiraient par des révoltes cycliques ou des mouvements de résistance), en maintenant des formes de gouvernement fondamentalement démocratiques, mais en renforçant le rôle répressif de l'Etat capitaliste."

Nous ne sommes pas dans les années 30 et, contrairement à ce que laisse entendre cet article, le fascisme n'est pas à l'ordre du jour, essentiellement parce que le prolétariat n'est pas défait. Comme le montrent par ailleurs les citations de la brochure que nous venons de reproduire, pour combattre le prolétariat en lutte, la bourgeoisie choisit toujours la démocratie. Le fascisme réel surgit de la défaite du prolétariat, mais il n'est pas le premier agent de cette défaite. Cette fonction correspond, au contraire, à la "gauche" et à la démocratie.

Contrairement à ce que la propagande de la bourgeoisie affirme, le fascisme n'a pas le monopole de la répression et de la barbarie. C'est la social-démocratie qui assassina Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, de la même manière que c'est la République espagnole qui écrasa les luttes dans les Asturies en 1934 et "tira dans le ventre" des ouvriers de Casas Viejas en suivant les ordres d'Azaña en 1932, puis déclencha la répression en mai 1937, avec, cette fois-ci, des ministres anarchistes au gouvernement. C'est justement au nom de l'antifascisme, ce que la brochure dénonce clairement, que la bourgeoisie réussit à entraîner le prolétariat vers la défaite.

Il n'est pas vrai non plus, comme le laisse entendre la brochure, que le fascisme s'identifierait au "libéralisme" et la démocratie à une politique plus sociale. C'est souvent même le contraire, comme le démontre l'exemple de l'Allemagne, dont la politique économique allait dans le sens opposé au "libéralisme" : "Des décrets gouvernementaux furent appliqués pour restreindre la liberté d'action du capital. Les services du gouvernement central contrôlaient la vente des produits et aussi l'approvisionnement en matières premières. Le gouvernement publia des directives pour réglementer la distribution des bénéfices, avec une partie en dividendes pour les capitalistes, une autre partie pour des nouveaux investissements et une partie réservée au gouvernement pour la réalisation de ses propres projets." (2) De l'autre côté de l'Atlantique, dans la démocratie la plus enracinée, Roosevelt mit en place un programme similaire.

Par ailleurs, malgré la propagande de la bourgeoisie, aujourd'hui une politique "libérale" n'est pas du tout à l'ordre du jour, comme le laisserait entendre la citation de la brochure. Justement, la propagande actuelle de la bourgeoisie consiste à nous faire croire qu'il y aurait un retour "au fonctionnement originnaire du capitalisme", une espèce de nouvelle jeunesse, sans réglementation, un retour au "laissez faire". Rien n'est plus faux : toutes les mesures "libérales" qui ont été prises portent la marque d'un capitalisme sénile, d'un capitalisme où l'Etat est le seul garant de sa survie. Par ailleurs, à la suite de la crise asiatique de 1997, la bourgeoisie des principaux pays est en train de mettre en place une politique de "lutte

contre les excès de la mondialisation et de l'excessive mobilité des capitaux", pour ainsi éviter une chute encore plus brutale dans la crise. Les mouvements apparemment contradictoires (vers une plus grande "libéralisation" ou vers un plus "grand contrôle étatique") ne sont pas des mouvements "contre l'Etat" ou pour "plus d'Etat", mais des réajustements permanents parfaitement contrôlés par les États eux-mêmes pour essayer de mieux gérer la crise, la guerre commerciale et les tensions sociales qui en résultent.

L'article "L'antifascisme, une forme d'adhésion au système" confère à la forme "fasciste" et "dictatoriale" les aspects les plus brutaux de la domination de l'Etat capitaliste, tel que la répression, les licenciements massifs, etc., tandis que le parlementarisme exprimerait les aspects démocratiques de l'Etat. Ainsi, l'Etat se démocratiserait ou "tendrait au fascisme", selon la forme de domination capitaliste qui est la plus forte. Cette vision vient du fait qu'on considère le fascisme non pas comme un produit historique réel, mais comme une qualité particulière qui concentrerait les tendances autoritaires sur le plan politique et celles du capitalisme sauvage sur le plan économique. Avec un tel raisonnement, on finit par ouvrir la porte à l'idée que malgré les défauts de l'Etat "démocratique", celui-ci serait moins méchant ou serait plus utilisable que la forme fasciste. Ainsi, dans l'article "Dictature et démocratie" il est dit que "on ne peut pas exclure le fait qu'on puisse tirer profit de ces 'évolutions' (c'est-à-dire les alternances entre dictature et démocratie) pour s'exprimer sur un terrain subversif ou, simplement, pour mettre en difficulté les processus de rationalisation du pouvoir politique et économique"; autrement dit, qu'il serait possible de s'exprimer sur le terrain de la bourgeoisie.

La réalité est bien différente : dans la décadence du capitalisme, l'Etat tend vers le totalitarisme, et c'est aussi vrai, selon les circonstances historiques, sous sa forme dictatoriale que sous sa forme démocratique. C'est ainsi que nous l'avons affirmé dans nos "Thèses sur la crise économique et politique en URSS et dans les pays de l'Est (septembre 1989)"(3) : "Le capitalisme d'Etat est un phénomène qui relève avant tout des conditions de survie du mode de (SUITE PAGE 6)

## NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.